



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 4 AOUT 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2951

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 18 juillet 1900.

2787

Nominations

No 1088 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 26 juillet dernier (1900), de nommer M. T. Davidson, marchand, de Québec, commissaire des écoles protestantes pour la cité de Québec, en remplacement de M. W. H. Wiggs, dont le terme d'office est expiré.

2925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4th AUGUST, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2952

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Québec, 18th July, 1900.

2788

Appointments

No. 1088 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of July last (1900), to appoint Mr. T. Davidson, merchant, of Québec, protestant schools commissioner for the city of Québec, to replace Mr. W. H. Wiggs, whose term of office has expired.

2926

No 1087 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, en date du 26 juillet dernier (1900), de nommer M. Thomas Gilchen, échevin, de la cité de Québec, membre de la commission scolaire catholique de la cité de Québec, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré le 30 juin dernier, 1900.

No 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 26 juillet dernier (1900), de nommer M. Paul G. Martineau, avocat, de Montréal, membre de la commission scolaire de Montréal (section catholique), en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré le 1er juillet dernier. 2927

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 26 juillet 1900, de nommer M. André Elzéar Guay, notaire, de Ville-Marie, commissaire *per dedimus potestatem*, pour le district de Pontiac, conformément aux dispositions de l'article 605 des S. R. P. Q. 2937

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1900, de nommer M. Napoléon Mallette, ancien instituteur de Sainte-Martine, greffier de la cour de circuit du comté de Châteauguay, à Sainte-Martine. 2989

Proclamations

Canada,
Province de
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Gen. } présentation au conseil municipal du comté de Mégantic, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité du canton d'Inverness, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Mégantic, a nommé M. J. G. Rousseau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surinten-

No. 1087 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of July last (1900), to appoint Mr. Thomas Gilchen, alderman, of the city of Quebec, a member of the catholic school commission of the city of Quebec, continued in office, his term having expired on the 30th of June last, 1900.

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of July last (1900), to appoint Mr. Paul G. Martineau, advocate, of Montreal, member of the school commission of Montreal (catholic section), continued in office, his term of office having expired on the 1st of July last. 2928

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of July, 1900, to appoint Mr. André Elzéar Guay, notary, of Ville Marie, commissioner *per dedimus potestatem*, for the district of Pontiac, pursuant to the provisions of article 605 of the R. S. P. Q. 2938

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 23 d June, 1900, to appoint Mr. Napoléon Mallette, old teacher of Sainte Martine, clerk of the circuit court for the county of Chateauguay, at Sainte Martine. 2990

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } W H E R E A S, on
Atty.-Gen. } presentation to the municipal council of the county of Mégantic, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the township of Inverness, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Mégantic, has named M. J. G. Rousseau, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special

dant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté, mais avec l'addition suivante, savoir : que le territoire en question soit érigé en municipalité de village, sous le nom de "municipalité du village d'Inverness".

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Les lots 15 et 16 dans le 6e rang et $\frac{1}{2}$ sud-ouest des lots 15 et 16 dans le 7e rang, lequel comprendra les bornes suivantes, savoir : au nord-ouest par les lots cadastrals 489 et 416, au sud-ouest par le chemin du cinquième rang (Grand Trunk Road) et par le lot cadastral 313, au sud-est par le lot cadastral 380 et la moitié sud-est du lot cadastral 466, et au nord-est par les lots cadastrals 475 et 469, sera détaché de la municipalité du canton d'Inverness, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village d'Inverness," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village d'Inverness, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2941

Assistant-Secrétaire de la province.

Canada, }
Province de }
Québec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que MM.
Proc.-Général. } L. J. A. Archambault, John Leonard et L. C. Bélanger, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédures, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-

superintendent has been homologated, without amendments, by the council of the aforesaid county, but with the following addition, namely ; that the territory in question be erected into a village municipality by the name of "municipality of the village of Inverness"

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

Lots 15 and 16 in the 6th range and the south west half of lots 15 and 16 in the 7th range, which will comprise the following bounds, to wit : on the north west by cadastral lots 489 and 416, on the south west by the road of the fifth range (Grand Trunk Road), and by the cadastral lot 313, on the south east by the cadastral lot 380 and the south east half of the cadastral lot 466, and on the north east by the cadastral lots 475 and 469 shall be detached from the municipality of the township of Inverness, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Inverness."

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Inverness, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

2942

Assistant Provincial Secretary.

Canada, }
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Messrs.
Atty.-General. } L. J. A. Archambault, John Leonard and L. C. Bélanger commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Sherbrooke, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a procès-verbal of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Leode-

Léon de Marston, dans le comté de Compton, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Au nord par le lot No 17 des septième et huitième rangs, par une partie du lot No 21 du huitième rang, par les lots No 24 des neuvième et dixième rangs, par le lot No 22 du onzième rang, et par le lot No 15 des douzième et treizième rangs, tous du dit canton de Marston, à l'ouest par les lots Nos 22 et 23 du onzième rang du dit canton de Marston, par les lots Nos 15 à 21 du douzième rang du même canton, et aussi par les cantons Hampden et Ditton, au sud par le canton Ditton, par les lots Nos 1 à 15 du deuxième rang de Chesham et par une ligne tirée à travers les lots Nos 16 à 36 du premier rang de Chesham, à trente-huit chaînes environ au sud de la ligne extérieure sud du dit canton de Marston, à l'est par le sixième rang de Marston, par une partie du lot No 37 du premier rang de Chesham et par les lots Nos 17 à 23 inclusivement du 8ème rang de Marston.

La superficie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, telle que ci-dessus bornée est d'environ (29,200) vingt-neuf mille deux cents acres.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Léon de Marston, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Léon de Marston, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

2979 JOS. BOIVIN,
Assistant-Secrétaire Provincial.

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

Marston, in the county of Compton, in the said roman catholic diocese of Sherbrooke, to be as follows, that is to say :

Towards the north by lot No. 17 of the seventh and eighth ranges, by a part of lot No. 21 of the eighth range, by lots No. 24 of the ninth and tenth ranges, by lot No. 22 of the eleventh range and by lot No. 15 of the twelfth and thirteenth ranges, all of the said township of Marston, towards the west by lots Nos. 22 and 23 of the eleventh range of the said township of Marston, by lots Nos. 15 to 21 of the twelfth range of the same township, and also by townships Hampden and Ditton, towards the south by township Ditton, by lots Nos. 1 to 15 of the second range of Chesham and by a line drawn across the lots Nos. 16 to 36 of the first range of Chesham, at about thirty-eight chains to the south of the exterior line south of the said township of Marston, towards the east by the sixth range of Marston, by a part of lot No. 37 of the first range of Chesham and by lots Nos. 17 to 23 inclusively of the 8th range of Marston.

The area of the parish of Saint Léon de Marston, bounded as above mentioned, is about (29,200) twenty-nine thousand and two hundred acres.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Léon de Marston aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Léon de Marston, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTY-FIRST day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

2980 JOS. BOIVIN,
Assistant Provincial secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2945

ERRATUM.

Dans la commission de Annibal Olivier Dostaler, en date du 27 juin 1900, comme juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Montréal, lisez, sur toute la province. 2933

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Aylwin.
Lots 17 et 18, du 7e rang, à Chs. Masson Gordon.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 26 juillet 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2946

ERRATUM.

In the commission of Annibal Olivier Dostaler, dated 27th June, 1900, as justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Montreal, read, over the whole province. 2934

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Aylwin.
Lots 17 and 18, in the 7th range, to Chs. Masson Gordon.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 26th July, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6974.

Beresford.
 La $\frac{1}{2}$ ouest du lot 19, du 1er rang, à Jules Rault.
 La $\frac{1}{2}$ est du lot 19, du 1er rang, à Téléphore Rault.

E. E. TACHE,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
 Forêts et Pêcheries.
 Québec, 30 juillet 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Canton Nemtaye.*
 Lots J et K, du 5e rang, à Chs Pearson.
Canton Hamqui.
 7e rang.
 Lot 30, à Achille Michaud.
 Lot 31, à Théoph. Michaud.
 Lot 14, du 3e rang, à Ls Arseneault.
Canton Matalik.
 Lot 43, du 1er rang, à Jos. Smith.
Canton Douglas.
 Lot 30, du 2e rang, à And. Morris, fils de Ths.
Canton Delisle.
 Lot 10, du 2e rang, à Onés. Goudreault.
Canton Normandin.
 Lot 20, du 8e rang, à Aimé Trudel.

E. E. TACHÉ,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
 Forêts et Pêcheries.
 Québec, 4 août 1900.

2943

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour de juillet (1900), incorporant George Etienne Beauchemin, manufacturier; Edouard Charles Lalonde, comptable; Joseph Arthur Chênevert, journaliste; Joseph Alphonse Paulet, commis-marchand; Alfred Guévremont, notaire; Félix Napoléon Chagnon, marchand; Wilfrid Louis Michel Desy, notaire, tous de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, pour les fins et dans un but de récréation, d'instruction, jeux athlétiques, et faire des régattes, sous le nom de "Le Club Nautique", avec un fonds social de deux mille cinq cents piastres (\$2,500.00), divisé en cinquante actions (50) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour de juillet 1900.

JOS. BOIVIN,
 2939 Assistant-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
 DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un port, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social;

Adj. 6974.

Beresford.
 West $\frac{1}{2}$ of lot 19, in the 1st range, to Jules Rault.
 East $\frac{1}{2}$ of lot 19, in the 1st range, to Téléphore Rault.

E. E. TACHE,
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
 Forests and Fisheries.
 Quebec, 30th July, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Township Nemtaye.*
 Lots J and K, of 5th range, to Chs. Pearson.
Township Hamqui.
 7th range.
 Lot 30, to Achille Michaud.
 Lot 31, to Théoph. Michaud.
 Lot 14, of 3rd range, to Ls Arseneault.
Township Matalik.
 Lot 43, of 1st range, to Jos. Smith.
Township Douglas.
 Lot 30, of 2nd range, to And. Morris, son of Ths.
Township Delisle.
 Lot 10, of 2nd range, to Onés. Goudreault.
Township Normandin.
 Lot 20, of 8th range, to Aimé Trudel.

E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Department of Lands,
 Forests and Fisheries.
 Quebec, 4th August, 1900.

2944

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1900, incorporating George Etienne Beauchemin, manufacturer; Edouard Charles Lalonde, accountant; Joseph Arthur Chênevert, journalist; Joseph Alphonse Paulet, merchant's clerk; Alfred Guevremont, notary; Félix Napoléon Chagnon, merchant; Wilfrid Louis Michel Desy, notary, all of the city of Sorel, in the district of Richelieu, for the purposes of recreation, instruction, athletic games and regattas, by the name of "Le Club Nautique", with a total capital stock of two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into fifty (50) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-seventh day of July, 1900.

JOS. BOIVIN,
 2940 Assistant provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
 OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an partnership, profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other

incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun comté, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers; ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ou-

municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the

verture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2947 LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spéciaux sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue

opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

2948 LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend

du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) “ Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil

to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a draw bridge or not and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by a contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “ Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the pro-

de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

2949 L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que John Ritchie, Joseph S. Langlois, Onésime Goulet, Vilbon Garant, William A. Marsh, James Muir, Charles E. McKeen, Frédéric Lachance, Elie Jobin, Gaspard Rochette, Louis Joseph Adélaré Demers, Alphonse Prudent Déchéne, Alexandre Migner, Thomas Migner, Achille Boucher, Dame Alice Samson, épouse d'Alfred Poirier, Thomas Duchaine, Joseph Honoré Lachance, Ludger Robitaille, Joseph Poirier, Benjamin Crépault, Jean-Baptiste Drolet, J. Marcel Rochette, François Octave Schrybert, Damase Dion, Joseph H. Larochelle, Jean Vermette, Eugène Thivierge, Joseph Etienne Samson et Louis Joseph Thibaudeau, tous de Québec, et Paul Tourigny, de Victoriaville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un acte les constituant en corporation sous le nom de "l'Association des Manufacturiers de chaussures de Québec". Le but de la dite association est de promouvoir, d'une manière générale, l'industrie de la fabrication des chaussures à Québec, de permettre aux manufacturiers de s'entraider, de se protéger et de faire des règlements à cette fin.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs des requérants.
Québec, 24 juillet 1900, 2877-2

Avis Divers

BUREAU DES EXAMINATEURS DE L'ASSOCIATION DES DENTISTES DE LA PROVINCE DE QUEBEC

L'assemblée annuelle des licenciés aura lieu mercredi, le 5 septembre 1900, à l'Université Laval, No 185, rue Saint-Denis, Montréal, à 10 heures A. M.

DR EUDORE DUBEAU,
Secrétaire A. D. P. Q.
Montréal, 26 juillet 1900. 2931

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company."
2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et acquérir de Joseph A. Frigon, junior, de Saint-Narcisse, les affaires maintenant conduites par lui, aux Châtes Shawinigan, dans la

profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

2950 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that John Ritchie, Joseph S. Langlois, Onésime Goulet, Vilbon Garant, William A. Marsh, James Muir, Charles E. McKeen, Frédéric Lachance, Elie Jobin, Gaspard Rochette, Louis Joseph Adélaré Demers, Alphonse Prudent Déchéne, Alexandre Migner, Thomas Migner, Achille Boucher, Dame Alice Samson, wife of Alfred Poirier, Thomas Duchaine, Joseph Honoré Lachance, Ludger Robitaille, Joseph Poirier, Benjamin Crépault, Jean Baptiste Drolet, J. Marcel Rochette, François Octave Schrybert, Damase Dion, Joseph H. Larochelle, Jean Vermette, Eugène Thivierge, Joseph Etienne Samson and Louis Joseph Thibaudeau, of Quebec, and Paul Tourigny, of Victoriaville, will apply to the Quebec legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act incorporating them under the name of the "Quebec Boot and Shoe Manufacturers Association". The object of this association is to promote generally the boot and shoe manufacturing industry in Quebec, to permit them to render assistance to each other, to protect themselves and to make by-laws for that purpose.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioners.
Quebec, 24th July, 1900. 2878

Miscellaneous Notices

DENTAL ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

The annual meeting of the dental association will be held on Wednesday, the 5th September, 1900, at 10 A. M., at Laval University, No. 185, Saint Denis street, Montreal.

DR EUDORE DUBEAU,
Secretary D. A. P. Q.
Montreal, 26th July, 1900. 2932

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such others persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Company.
2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To purchase and acquire from Joseph A. Frigon, junior, of Saint Narcisse, the business now carried on by him, at Shawinigan Falls, in the mu-

municipalité de Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec, pour manufacturer la brique et du bois de corde, comme une affaire en opération, ensemble avec toute la terre appartenant au dit Frigon, et louée à lui ainsi que les bâtisses, machines, appareil et matériaux de toute sorte, le tout tel qu'il est maintenant en usage et en rapport aux dites affaires.

(b) De manufacturer de la briques de toute sorte, tuyaux de drainage, chaux, ciment, bois, bois de construction et bois de corde, et de les vendre; d'acquérir par achat ou autrement une étendue ou étendues de terre ou aucun intérêt sur icelles dans la province de Québec, pour les fins de la compagnie, d'ériger ou acquérir tous moulins nécessaires, moulins à scie et machines et aussi tous les biens et effets requis par la compagnie.

(c) De faire toutes choses en rapport aux susdits objets et pour la bonne administration des susdites fins.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera aux Chûtes Shawinigan, dans la municipalité de Saint-Boniface de Shawinigan, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de quarante mille piastres (\$40,000.00.)

5° Le dit fonds social sera divisé en quatre cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Joseph A. Frigon, senior, de la municipalité de Saint-Prospér, dans le comté de Champlain, province de Québec, marchand; Joseph A. Frigon, junior, de Saint-Narcisse, dans le comté de Champlain, marchand; Horace William Robinson, des cité et district de Montréal, commis; John Houliston, de la cité des Trois Rivières, dite province, ingénieur civil, et William Donahue, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, avocat.

Les dits Joseph A. Frigon, senior, Joseph A. Frigon, junior, et John Houliston seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 31 juillet 1900. 2973

Canada, }
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The American Silk Waist Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir et prendre les affaires maintenant connus comme "The American Manufacturing Co.", et de faire les affaires de manufacture et de vente de vêtements pour dames et messieurs et habillements de toute sorte, et dans ce but de posséder tout immeuble qui peut être nécessaire pour son opération.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit :

Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars et Isaac Rose, tous de Montréal, marchands, tous sujets de Sa Majesté, lesquels

municipality of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Québec, for the manufacture of bricks and cordwood, as a going concern, together with all the land owned or leased by the said Frigon, as well as the buildings, machinery, plant and materials of all kinds, the whole as at present in use in connection with the said business.

(b) To manufacture bricks of all kind, drain-pipes, lime, cement, timber, lumber, and cordwood and to sell the same; to acquire by purchase or otherwise, a tract or tracts of land or any interest therein in the province of Québec, for the purposes of the company, to erect or acquire all necessary mills, saw mills, and machinery and also all goods, chattels and effects required by the company.

(c) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient discharge of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at Shawinigan Falls, in the municipality of Saint Boniface de Shawinigan, in the province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock of the said company is to be forty thousand dollars (\$40,000).

5. The said capital will be divided into four hundred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Joseph A. Frigon, senior, of the municipality of Saint Prosper, in the county of Champlain, province of Québec, merchant; Joseph A. Frigon, junior, of Saint Narcisse, in the county of Champlain, merchant; Horace William Robinson, of the city and district of Montreal, clerk; John Houliston, of the city of Three Rivers, said province, civil engineer; and William Donahue, of the town of Westmount, in the district of Montreal, advocate.

The said Joseph A. Frigon, senior, Joseph A. Frigon, junior, and John Houliston are to be first or provisional directors of the said proposed company.

SAUMAREZ CARMICHAEL,
Solicitor for applicants.

Montreal, 31st July, 1900. 2974

Canada, }
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "The American Silk Waist Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire and take on the business now known as the American Manufacturing Coy, and to carry on the business of manufacturing and selling of ladies' and gentlemen's garments and clothing of all kinds, and for this purpose to own any real estate that may be necessary for its operation.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, and province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Zigmund Fineberg, Hymen Cohen, Isidore Mishkin, Joshua A. Cars and Isaac Rose, all of Montreal, merchants, and all of whom are subjects of Her

seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

STEPHENS & HUTCHINS,
Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1900. 2851-2

Canada, }
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Legal and Financial Exchange".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de donner les taux financiers, fournir des rapports, imprimer et publier les livres de renseignements ou périodiques qui peuvent être nécessaires ; entreprendre la collection de comptes, rentes, administration et vente d'immeubles et agir comme agents d'assurance, comme comptables et liquidateurs d'affaires de faillite ; prêter de l'argent sur hypothèque et autres garanties en son propre nom ou comme courtiers ; acheter et vendre des lettres de change et autres billets négociables, et de payer les intérêts sur les balances déposées entre ses mains ; mettre en opération des compagnies à fonds social, tenir les livres et conserver les minutes d'icelles ; mettre en opération et faire les affaires d'emmagasinage ; acquérir et posséder les immeubles nécessaires pour conduire les affaires ci-dessus mentionnées, et de faire toutes autres affaires de même nature et en rapport aux susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : George James Adams, banquier ; Harlow Hulburt Hutchins, agent ; Edward William Bonham, comptable ; William Bell, marchand ; Michael Charles Foley, journaliste, et Robert Goold, agent d'immeubles, tous de Montréal, tous sujets britanniques. Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

STEPHENS & HUTCHINS,
Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juillet 1900. 2853.2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie minière de la province de Québec".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre de l'or, argent, cuivre, galène, fer, graphite, mica et autres métaux, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits et en faire le commerce ; acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou

Majesty, and to be the first or provisional directors of the company.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th July, 1900. 2852

Canada, }
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "The Legal and Financial Exchange."

2. The objects for which incorporation is sought are : to give financial ratings and furnish reports, and to print and publish such books of reference or periodicals that may be necessary ; to undertake the collection of accounts, rents, administration and sale of real estate and to act as insurance agents ; to act as accountants and liquidators of insolvent estates ; to lend money on mortgage and other securities, on its own behalf or as brokers ; to buy and sell bills of exchange and other negotiable instruments, and to pay interest on the balances deposited with it ; to float joint stock companies and keep the books and minutes thereof ; to operate and carry on a business of warehousing ; to acquire and hold such real estate as may be necessary in the conduct of its business as above recited, and to do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : George James Adams, banker ; Harlow Hulburt Hutchins, agent ; Edward William Bonham, accountant ; William Bell, merchant ; Michael Charles Foley, journalist, and Robert Goold, real estate agent, all of Montreal, all of whom are british subjects, of which the first three shall be the first or provisional directors of the company.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 20th July, 1900. 2854

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "La Compagnie Minière de la province de Québec".

2. The objects for which incorporation is sought are to work, mine, smelt, reduce and manufacture and sell gold, silver, copper, galena, iron, graphite mica and other metals, metallic and mineral substances and products, and to trade therein ; and to acquire, buy, lease, hold, by any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers, improvements, materials, machines, patent rights, royalties and other things which may be necessary or useful for or in connection with its business, and to sell and lease all these objects or any part thereof

utiles pour ou en rapport avec ses affaires, et de vendre et louer tous ces objets ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigations, travaux électriques, tramways et lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre, louer des pouvoirs d'eau ou électriques, instruments ou service de téléphone et télégraphe, y compris la production et vente de lumière et chaleur artificielle, et en disposer autrement; de faire des affaires comme commerçants, acheter et vendre des effets, articles et marchandises, acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension, les louer et vendre ou en disposer autrement à volonté.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$20,000.00, divisé en deux mille actions de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Jean D. Porcheron, commerçant; Joseph Paquette, fabricant; Elzéar Côté, entrepreneur; Louis Deneau, agent; Adolphe Trempe, explorateur, tous de la ville de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les requérants sont tous sujets anglais, et seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

L. P. P. CARDIN,
Notaire pour les requérants.

Montréal, 12 juillet 1900. 2725-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Gas Appliance Manufacturing Company."

Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont:

a. De manufacturer et vendre des poêles à gaz, fourneaux, fournaies, poêles à chauffages et autres de même nature, et tous leurs accessoires et appareils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou pouvoir, et d'acquérir par aucun titre quelconque, et de se servir de patentes, droits de patentes et devis et en général toutes affaires et choses en rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: John Fee, machiniste; James Seath Smith, architecte; James Robinson, marchand; Fitz James Ethelbert Browne, agent d'immeubles; William John Freeman, teneur de livres, tous de la susdite cité de Montréal, et Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de Westmount, dans le district de Montréal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1900. 2727-4

or to dispose thereof otherwise, to carry on mining business in all its branches, to acquire, build and put in operation any useful work, improvements and inventions, including mills therein, aqueducts, works of irrigation, electric works, tramways and telephone and telegraph lines, and to sell, lease water powers or electric powers or telephone and telegraph service, including therein the production and sale of artificial light and heat, or to dispose otherwise of it; to carry on business as traders to buy and sell effects, articles and merchandize, to acquire, build and put in operation shops, stores, hotels and boarding houses, to lease and sell and otherwise dispose of them at will.

3. The principal business place of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$20,000.00, divided into two thousand shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and profession of the petitioners are as follows: Jean D. Porcheron, trader; Joseph Paquette, manufacturer; Elzéar Côté, contractor; Louis Dineau, agent; Adolphe Trempe, explorer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec.

6. The petitioners are all British subjects and will be the first directors of the company.

L. P. P. CARDIN,
Notary for petitioners.

Montreal, 12th July, 1900. 2726

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name of "The Gas Appliance Manufacturing Company."

The objects for which incorporation is sought are:

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges, furnaces, heaters and the like, and all their necessary parts and appliances, and all things whatsoever connected with the use of gas as a means of heating, lighting or power, and to acquire by any title whatsoever, and employ patents, patent rights and devices, and generally all matters and things incidental to such business.

b. To do general manufacturing and trading business.

The principal place of business of the proposed company will be in the city and district of Montreal.

The capital stock will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The names in full, and address and calling of each of the applicants are as follows: John Fee, machinist; James Seath Smith, architect; James Robinson, merchant; Fitz James Ethelbert Browne, real estate agent; William John Freeman, book-keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the town of Westmount, in the district of Montreal.

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th July, 1900. 2728

District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4294.

Dame Aurélie Bergevin dit Langevin, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux Isaïe Cornellier dit Grandchamp, cultivateur, de Saint-Cuthbert.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 19 juillet 1900. 2891-2

Cour Supérieure.—Montréal.
No 815.

Esther Duquette, épouse de Rémi Guertin, entrepreneur, tous deux de la cité de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900. 2809-3

Cour Supérieure.—Montréal.
No 73.

Marie Louise Normandin, épouse de François-Xavier Boudriau, commis, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOSEPH LUSSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 juillet 1900. 2811-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1865.

Dame Noémi Larivée, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Célestin Giguère, navigateur, du même lieu, à ce, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Célestin Giguère, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900, 2805-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2891.

Dame Flavie Proulx dit Clément, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Ferdinand Sauvé dit Laplante, commerçant, du même lieu, à ce, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand Sauvé dit Laplante, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1900. 2807-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }
No 3171.

Dame Marie Coulombe, épouse de William Mayer, tanneur, tous deux de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 10 juillet 1900. 2755-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1652.

Adèle Martineau, épouse de Godfroy Monpetit, manufacturier, de Coteau Station, dit district, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

RIVET & MOUSSEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 28 juin 1900. 2753-3

District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4294.

Dame Aurélie Bergevin dit Langevin, h s. this day, sued for separation of property, her husband, Isaïe Cornellier dit Grandchamp, farmer, of Saint Cuthbert.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 19th July, 1900. 2892

Superior Court.—Montréal.
No. 816.

Eather Duquette, wife of Rémi Guertin, contractor, of the city of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900. 2810

Superior Court.—Montréal.
No. 73.

Marie Louise Normandin, wife of François-Xavier Boudriau, clerk, both of the city of Saint-Henri, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property, against her said husband.

JOSEPH LUSSIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th July, 1900. 2812

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montréal. }
No. 1865.

Dame Noémi Larivée, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Célestin Giguère, navigator, of the same place, and duly authorized, Plaintiff

vs.

The said Célestin Giguère, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates of the Plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900. 2805

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montréal. }
No. 2891.

Dame Flavie Proulx dit Clément, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Ferdinand Sauvé dit Laplante, dealer, of the same place, and duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand Sauvé dit Laplante, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates of the plaintiff.

Montreal, 18th July, 1900. 2808

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }
No. 3171.

Dame Marie Coulombe, wife of William Mayer, tanner, both of the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Joliette, 10th July, 1900. 2755

Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Montréal. }
No. 1652.

Adèle Martineau, wife of Godfroy Monpetit, manufacturer, of Coteau Station, said district has, this day, instituted proceedings for separation as to property from her said husband

RIVET & MOUSSEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th June, 1900. 2754

Province de Québec,
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4292.
Dame Agnès Mondor, de la paroisse de Contrecoeur,
dans le district de Richelieu, épouse de Louis Beau-
grand dit Champagne, du même lieu, due-
ment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs.
Louis Beaugrand dit Champagne, cultivateur, du
même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, contre le défendeur.
WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse
Sorel, 20 juillet 1900. 2889-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1600.
Dame Délima Filion, épouse de Charles Louis,
coupeur, tous deux de la cité et du district de
Montréal, a, ce jour, intenté une action en sépara-
tion de biens contre son dit époux.
WILFRID LALONDE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 juin 1900 2657-5

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 4292.
Dame Agnès Mondor, of the parish of Contrecoeur,
in the district of Richelieu, wife of Louis Beau-
grand dit Champagne, of the same place, duly
authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;
vs.
Louis Beaugrand dit Champagne, farmer, of the
same place, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted, this day, against the defendant.
WURTELE & LACROIX,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 20th July, 1900. 2890

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1600.
Dame Délima Filion, wife of Charles Louis, cutter,
both of the city and district of Montreal, has, this
day, instituted an action in separation as to pro-
perty against her said husband.
WILFRID LALONDE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 21st June, 1900. 2658

AVIS

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
Avis est par le présent donné que A. G. Verret,
marchand, de Québec, a fait cession de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, le 25ème jour de
juillet 1900, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure pour le district de Québec, conformé-
ment à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 juillet 1900. 2919

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
Avis est par le présent donné que Dame veuve
Frs. Dumas, marchande, de Québec, a fait cession de
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 20
juillet 1900, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure pour le district de Québec, conformé-
ment à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 juillet 1900. 2921

In re J. H. Blais, Québec, Insolvable.
Avis public est donné que j'ai été, ce jour,
nommé curateur en cette affaire.
Les créanciers sont requis de produire leurs
réclamations à mon bureau dans les 30 jours de
la date de cet avis.

D. ARCAND,
Curateur.
Québec, 27 juillet 1900. 2929

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
Dans l'affaire de La Compagnie de Pianos Pratte,
de Montréal, En liquidation.
Avis est par les présentes donné aux créanciers.
en cette affaire, qu'un premier dividende de 20% est
préparé, et sera payable à mon bureau, le ou après
le 21e jour d'août 1900.

L. E. N. PRATTE,
Liquidateur.

1676, rue Notre-Dame.
Montréal, 4 août 1900. 2955

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
Notice is hereby given that A. G. Verret, mer-
chant, of Quebec, has, on the 25th day of July,
1900, made a judicial assignment of his property for
the benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the superior court for the district of
Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 26th July, 1900. 2920

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
Notice is hereby given that Mrs. widow Frs.
Dumas, merchant, of Quebec, has, on the 20th of
July, 1900, made a judicial assignment of his pro-
perty for the benefit of his creditors, at the protho-
notary's office of the superior court for the district
of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 26th July, 1900. 2922

In re J. H. Blais, Quebec, Insolvent.
Public notice is given that I have, this day, been
appointed curator in this matter.
Creditors are required to file their claims at my
office, within 30 days from the date of this
notice.

D. ARCAND,
Curator.
Quebec, 27th July, 1900. 2930

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In the matter of "La Compagnie de Pianos Pratte",
of Montreal, In liquidation.
Notice is hereby given to the creditors in this
matter, that a first dividend sheet of 20% has been
prepared, and will be payable at my office, on or
after the 21st day of August, 1900.

L. E. N. PRATTE,
Liquidator.

1676, Notre-Dame street.
Montréal, 4th August, 1900. 2956

Dans l'affaire de James Kerr, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'à lundi, le vingtième jour d'août courant, après laquelle date les dividendes seront payables.

RIDDELL & COMMON,
Curators.

Bâtisse de la Banque des Marchands du Canada,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 1er août 1900. 2971

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
In re D. H. Amyot, Insolvable ;
et

Bilodeau & Chalifour, Curateurs.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 20ième jour d'août prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F.-X. BILODEAU,
A.-O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 27 juillet 1900. 2969

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
Philippe Trudel, Demandeur ;
vs.

Philius Monette, restaurateur, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 31e jour de juillet 1900, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 31 juillet 1900. 2967

In re Dufour & Tremblay, marchands, de Saint-Jérôme, Lac Saint-Jean, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21 août 1900, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 2 août 1900. 2975

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
In re Dame Frs. Dumas, Québec, Insolvable.

Avis vous est donné que le 31e jour de juillet 1900, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession de la sus-nommée qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau, sous un mois de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Cie Richelieu.
Québec, 2 août 1900. 2977

Province de Québec, }
District de Montréal. }
Dans l'affaire de S. & J. Carrière, Coteau Landing, Faillis.

Avis est donné que le vingt-huitième jour de juillet 1900, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits S. & J. Carrière qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

In the matter of James Kerr, Insolvent.
A first and final dividend has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the twentieth day of August instant, after which date dividend will be paid.

RIDDELL & COMMON,
Curators.

Merchants Bank of Canada Building,
205, Saint James' street,
Montreal, 1st August, 1900. 2972

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
In re D. H. Amyot, Insolvent ;
and

Bilodeau & Chalifour, Curators,
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices from the 20th day of August next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F.-X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

15, Saint James street.
Montreal, 27th July, 1900. 2970

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
Philippe Trudel, Plaintiff ;
vs.

Philius Monette, restaurant keeper, of Montreal, Defendant.

Public notice is hereby given that, by order of the court, on the 31st day of July, 1900, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre Dame Street.
Montreal, 31st July, 1900. 2968

In re Dufour & Tremblay, merchants, of Saint-Jérôme, Lake Saint John, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 21st day of August, 1900, after which date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 2nd August, 1900. 2976

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
In re Mrs. Frs. Dumas, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 31st day of July, 1900, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at my office, within one month.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nov. Co. Building.
Quebec, 2nd August, 1900. 2978

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
In the matter of S. & J. Carrière, Coteau Landing, Insolvents.

Notice is hereby given that on the twenty-eighth day of July, 1900, the undersigned, by order of the court, has been appointed curator to the estate of the said S. & J. Carrière who have made an abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis, si elles n'ont pas été filées.

H. LAMARRE,
Curateur.

20, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 août 1900.

2957

Claims must be filed with me duly attested under oath, within thirty days from the present notice, if they have not done so.

H. LAMARRE,
Curator.

20, Saint James street.
Montreal, 4th August, 1900.

2958

Acte des Liquidations

AVIS JUDICIAIRE.

Aux créanciers de "The Covenant Mutual Life Association of Illinois".

Conformément à l'ordre de liquidation donné par la Haute Cour de Justice dans l'affaire de "The Covenant Mutual Life Association of Illinois", et dans l'affaire de l'Acte des liquidations et ses amendements et l'Acte des Assurances et ses amendements, et daté le 25^e jour de mai 1900, les créanciers et autres ayant des réclamations contre la susdite association, sont requis, le ou avant le 1^{er} jour de septembre 1900, d'envoyer, franc de port, à Addison Henry Hoover, liquidateur des biens de la dite association, à son bureau, dans la Bâtisse Temple, dans la cité de Toronto, leurs noms et prénoms, résidences et descriptions, et tous les détails de leurs réclamations, et la nature et le montant de la garantie, s'il y en a, ou leur possession, et les valeurs spécifiées de telles garanties, prouvées sous serment, ou à défaut ils seront péremptoirement exclus des bénéfices des dits ordres de liquidation. Les créanciers ayant des réclamations que le liquidateur considère comme ne devant pas être acceptées sans preuve sont, en recevant avis du dit liquidateur ou d'autres parties objectant à leurs réclamations, conformément à la 67^e section de l'Acte des liquidations, de se présenter devant le soussigné, Master-in-Ordinary, dans son bureau, à Osgoode Hall, dans la cité de Toronto, et prouver leurs réclamations à la date qui sera mentionnée dans le dit avis.

Le 7^e jour de septembre 1900, à 11 heures de l'avant-midi, dans le dit bureau, est le jour fixé pour prendre en considération le rapport du dit liquidateur sur les réclamations des créanciers à lui envoyées, conformément à cet avis.

THOMAS HODGINS.

Daté, ce 9^e jour de juillet 1900. 2935

Licitation

Cour Supérieure.—Quebec.
No 2031.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 29^e jour de juin 1900, dans une cause dans laquelle Pierre Gauvin, de l'Ancienne Lorette, cultivateur, est Demandeur; et Jean Baptiste Robitaille, de l'Ancienne Lorette, en sa qualité de tuteur dument nommé à Marie Louise, Rose, Joseph Ernest, Alphonse, Jean Baptiste, George et Clara, enfants mineurs, issus de son mariage avec Dame Adéline Gingras, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots Nos 338, 337 et 910, du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1900, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges

Under the Winding up Act

JUDICIAL NOTICE.

To creditors of The Covenant Mutual Life Association of Illinois.

Pursuant to the winding-up order made by the High Court of Justice in the matter of The Covenant Mutual Life Association of Illinois, and in the matter of the winding-up Act and amendments thereto, and the Insurance Act and amendments thereto, and dated the 25th day of May, 1900, the creditors and all others having claims against the above-named association, are required, on or before the 1st day of September, 1900, to send by post, prepaid, to Addison Henry Hoover, liquidator of the said association, at his office, in the Temple Building, in the city of Toronto, their christian and surnames, addresses and descriptions, and full particulars of their claims, and the nature and amount of the security, if any, held by them, and the specified values of such securities, verified by oath, or, in default thereof, they will be peremptorily excluded from the benefits of the said winding-up orders. The creditors whose claims the liquidator considers should not be allowed without proof are required, on other receiving notice from the said liquidator or from parties objecting to their claims, pursuant to the 67th section of the winding-up Act, to attend before the undersigned Master-in-Ordinary, at his chambers, at Osgoode Hall, in the city of Toronto, and prove their claims at such times as shall be specified in such notice.

The 7th day of September, 1900, at 11 o'clock in the forenoon, at the said chambers, is appointed for considering the report of the said liquidator upon the claims of creditors sent to him, pursuant to this notice.

THOMAS HODGINS.

Dated, this 9th July, 1900. 2936

Licitation

Superior Court—Quebec.
No. 2031.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, at Quebec, on the 29th June, 1900, in a cause wherein Pierre Gauvin, of L'Ancienne Lorette, farmer, is Plaintiff; and Jean-Baptiste Robitaille, of L'Ancienne Lorette, in his quality of tutor duly appointed to Marie Louise, Rose, Joseph Ernest, Alphonse, Jean-Baptiste, George et Clara, minor children, born of his lawful marriage with Dame Marie Adéline Gingras, is Defendant, ordering the licitation of the following immovable property to wit: lots No. 338, 337 and 910, of the official cadastre of the parish of l'Ancienne Lorette.

The property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1900, sitting the court, in the court room, of the court house of Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the

déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CHS. ED. DORION,
Procureur du demandeur.
Québec, 10 juillet 1900. 2717.2
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } EDMOND SAMUEL LA-
No 2888. } RUE, Demandeur; contre
PIERRE ASSELIN, Défendeur, et Napoléon
Pierre Tanguay, tiers-saisi, et le dit Edmond Samuel LaRue, contestant, savoir :

Immeuble saisi contre le demandeur contestant Edmond Samuel LaRue.

La moitié indivise d'un emplacement situé en le village de Saint-Joseph de la Beauce, côté nord-est de la rue du Palais de Justice, connue sous le numéro cinq cent quatre-vingt (580), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec la maison lambrisée en briques, à trois étages, et autres bâtisses dessus érigées, et dépendances.

Pour être vendue en mon bureau, en le village de Saint-Joseph de la Beauce, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 juillet 1900.
2923

[Première publication, 4 août 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JULES VAN NIENVEN-
District de Bedford. } HUYSE, de la ville de
No 6619. } Farnham, dans le district de
Bedford, manufacturier, Demandeur; contre LA
CORPORATION DE LA VILLE DE FARNHAM,
corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa
place d'affaires dans la dite ville de Farnham et
district de Bedford, Défenderesse, et Charles Frederick
Beauchemin, de la dite ville de Farnham,
curateur au délaissement, et Charles J. Chisholm,
des cité et district de Montréal, commerçant, Adju-
dicataire.

Saisi comme étant en la possession du dit curateur et abandonné par la dite défenderesse sur action hypothécaire et pour être vendu de nouveau par ordre de cette cour, en date du 2^e jour de juin 1900, sur requête du demandeur pour vente à la folle enchère.

office of the protonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHS. ED. DORION,
Attorney for Plaintiff
Quebec, 10th July, 1900. 2717
[First published, 14th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } EDMOND SAMUEL LA-
No. 2888. } RUE, Plaintiff; against
PIERRE ASSELIN, Defendant, and Napoléon
Pierre Tanguay, garnishee, and the said Edmond Samuel LaRue, contesting, to wit :

Immovable seized against the plaintiff contesting Edmond Samuel LaRue.

The undivided half of a lot situate in the village of Saint Joseph de la Beauce, north east side of the Court House street, known as number five hundred and eighty (580), of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de la Beauce—with the three storey house cased with brick, and other buildings thereon erected, and dependencies.

To be sold at my office, in the village of Saint Joseph de la Beauce, the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th July, 1900.
2924

[First published, 4th August, 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } JULES VAN NIENVEN-
District of Bedford. } HUYSE, of the town of
No 6619. } Farnham, in the district of
Bedford, manufacturer, Plaintiff; against THE
CORPORATION OF THE TOWN OF FARN-
HAM, a body corporate and politic, having its office
and place of business in the said town of Farnham
and district of Bedford, Defendant, and Charles
Frederick Beauchemin, of said town of Farnham,
curator to the *délaissement*, and Charles J. Chisholm,
of the city and district of Montreal, trader, *adjudi-
cataire*.

Seized as in possession of said curator and abandoned by said defendant on hypothecary action and to be resold by order of this court of date 29th June, 1900, upon the petition of said plaintiff for sale à la folle enchère.

Les bâtisses érigées sur les lots de terre cinq cent huit (508) et cinq cent dix (510), du plan du cadastre de la dite ville de Farnham, les dynamos, roues, fils métalliques et autres appareils placés dans les dites bâtisses et en rapport avec iceux et employés dans le but de générateur et de transmission de courants électriques, ainsi que les poteaux employés pour supporter les dits fils métalliques—ensemble avec tous les droits, privilèges et avantages s'y rapportant, sauf et à distraire des dites bâtisses, une petite grange (12 pd. x 26 pd.), annexée à la partie est de la remise en bois, et aussi une petite remise pour voitures. Les dites grange et remise appartenant à un nommé W. C. Girard.

Pour être vendues à la folle enchère, risques et frais du dit Charles J. Chisholm, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 9 juillet 1900. 2695.2
[Première publication, 14 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } NORA E. DAVIS, du
District de Bedford, } canton de Bolton,
No 6671. } partie est, dans le district

de Bedford, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les meubles et immeubles de SILAS HILL et MYRON C. BRACEY, tous deux du canton de Bolton (partie est), dans le dit district, manufacturiers de cuves, y faisant affaires comme tels en société sous le nom et raison de Hill & Bracey, Défendeurs, tant individuellement que appartenant aux dits défendeurs que comme appartenant à la dite société.

1^o Comme appartenant à la société Hill et Bracey: un morceau de terre formant partie du lot 20, dans le 7^e rang du canton de Bolton, dans le dit district, connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, comme lot numéro huit cent soixante et quatre (864), supposé contenir un acre et demi—avec bâtisses, remises, machines, outils, etc., etc., et l'écluse et privilèges d'eau qui s'y trouvent et avec le canal et conduit d'eau, courant du haut de l'écluse ou l'étang du moulin appartenant aux représentants de J. C. Willard au nord du dit morceau de terre pour puiser l'eau du dit étang, et avec le droit de passage à travers la cour du dit Willard ou représentants, jusqu'au dit morceau de terre pour toujours.

2^o Comme appartenant à Silas Hill: un morceau de terre formant partie du lot 20, dans le septième rang du dit canton de Bolton, maintenant connu sur le plan officiel du dit canton de Bolton, comme partie du lot de cadastre numéro huit cent soixante et un (861), du dit canton, commençant au coin sud-est de la terre de C. B. Hill, du côté ouest par le chemin conduisant de Bolton centre jusqu'à Bolton sud; de là sud le long du côté ouest du dit chemin, trois chaînes et trente-trois chaînons; de là nord, quatre vingts degrés ouest, une chaîne et soixante et quinze chaînons; de là nord, trente-cinq minutes ouest, trois chaînes et quatre-vingt-six chaînons jusqu'au coin sud-ouest de la terre du dit C. B. Hill; de là est, le long de la ligne sud de la terre du dit C. B. Hill jusqu'au point de départ, contenant cent vingt perches en superficies. Et ces morceaux de terre formant partie du lot No 20, dans le 7^e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu sur le plan officiel du dit canton de Bolton, comme lot 860 B et partie du lot 860a, commençant au coin sud-est du dit lot 860 b, sur le côté ouest du chemin conduisant de Bolton centre à Bolton sud; de là nord, le long du côté ouest du dit chemin, une chaîne, douze chaînons et demi; de là ouest parallèle à la ligne du sud du lot 860 b deux chaînes et quatre-vingt-sept chaînons jusqu'au côté ouest du dit lot 860 a; de là sud, une chaîne et douze chaînons et demi jusqu'au coin sud-ouest du lot

The buildings erected on the lots of lands five hundred and eight (508) and five hundred and ten (510), of the cadastral plan of the said town of Farnham, the dynamos, wheels, wires and other apparatus placed in said buildings and connected therewith and used for the purpose of generating and transmitting electric currents, as well as the poles used for supporting said wires—together with all the rights, privileges and appurtenances thereto belonging, save and except from said buildings a small barn (12 ft. x 26 ft.), annexed to the eastern part of the wood shed, and also a small carriage shed. The said barn and shed belonging to one W. C. Girard.

To be sold at *la folle enchère*, risks and costs of the said Charles J. Chisholm, at the parish church door of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 9th July, 1900. 2696
[First published, 14th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } NORA E. DAVIS, of the
District of Bedford, } township of Bolton, east
No 6671. } part, in the district of Bedford,

fille majeure et usant de ses droits, Plaintiff; against the goods and lands of SILAS HILL and MYRON C. BRACEY, both of the township of Bolton (east part), in said district, tub manufacturers, doing business there as such in partnership under the firm, name and style of Hill & Bracey, Defendants, as well as those belonging to said defendants individually as those belonging to their said firm.

1. As belonging to the firm of Hill and Bracey: a piece of land forming part of lot 20, in the 7th range of township Bolton, in said district, known on the official plan and book of reference of the township of Bolton, as lot number eight hundred and sixty-four (864), supposed to contain one and one half acre—with buildings, sheds, machinery, tools, &c., &c., and the water dam and water privileges thereto attached and with flume and water conductor, which leads from the upper dam or mill pond owned by J. C. Willard's representatives, north of said piece of land to draw water from the said pond, and with right of way through said Willard or representatives, yard to said piece of land for all time to come.

2. As belonging to Silas Hill: a piece of land forming part of lot 20, in the seventh range of said township of Bolton, now known on the official plan of said township of Bolton, as part of cadastral lot number eight hundred and sixty-one (861), of said township, commencing at the south east corner of land owned by C. B. Hill, on the west side of the road leading from Bolton centre to south Bolton; thence south along the west side of said road three chains and thirty-three links; thence north eighty degrees west, one chain and seventy-five links; thence north thirty-five minutes west, three chains and eighty-six links to the south west corner of the land of the said C. B. Hill; thence east, along the south line of the land of said C. B. Hill to place of beginning, containing one hundred and twenty perches in superficies. And those certain pieces of land forming part of lot No. 20, in the 7th range of said township of Bolton, now known on the official plan of said township of Bolton, as lot 860 B and part of lot 860a, commencing at the south east corner of said lot 860b, on the west side of the road leading from Bolton centre to south Bolton; thence north, along the west side of said road one chain, twelve and one half links; thence west parallel to the south line of lot 860b, two chains and eighty-seven links, to the west side of said lot 860a; thence south, one chain twelve and one half links to the south west corner of lot 860b; thence east, along

860 b ; de là est, le long de la ligne sud du lot 860 a jusqu'au point de départ, contenant 52 perches en superficie.

3° Comme appartenant à Myron C. Bracey, personnellement : ces morceaux de terre formant partie du lot 20, dans le 7e rang du dit canton de Bolton, maintenant connus sur le plan du cadastre du dit canton, sous les numéros huit cent soixante (860) et huit cent soixante a (860 a), sauf et excepté du dit lot 860a en dernier lieu mentionné, un certain morceau mesuré de la partie sud d'icelui vendu à Silas Hill.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond, ainsi appelé, dans le canton de Bolton et district de Bedford, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 9 juil et 1900. 2693.2
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : LE REVEREND MESSIEUR J. COLLIN, prêtre et supérieur de messieurs les ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Hortence Eugénie Bove, en son vivant de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Henri Tugault, Demandeur ; contre ACHILLE TOUPIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une terre située sur la concession de la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint Paul de l'Île-aux-Noix, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Valentin, dans le district d'Iberville, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Valentin, sous le numéro trente (No 30), de la contenance de quatre arpents de front sur quarante-trois arpents et cinq perches dans une ligne et quarante-cinq arpents et cinq perches dans l'autre, plus ou moins avec une maison et autres bâtisses y érigées.

A la charge du bail à moitié fruits consenti sous seing privé par le dit Achille Toupin, en faveur de Louis Boudreau, vers la fin du mois de septembre 1895, et devant expirer le 29 septembre prochain (1900), et aussi avec la réserve de la récolte qui se trouve sur cet immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix susdite, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 11 juillet 1900. 2713.2
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

the south line of lot 860a to place of beginning containing 52 perches in superficies.

3. As belonging to Myron C. Bracey, personally : those certain pieces of land forming part of lot 20, in the 7th range of said township of Bolton, now known on the cadastral plan of said township, as numbers eight hundred and sixty (860) and eight hundred and sixty a (860 a), save and except from said last mentioned lot 860 a, a certain piece measured off of the south part thereof sold to Silas Hill.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond, so called, in the township of Bolton, any district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 9th July, 1900. 2694
[First published, 15th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint-Johns, to wit : THE REVEREND LOUIS MESSIEUR J. COLLIN, priest and superior of Messieurs les Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, in his capacity of testamentary executor of the late Dame Hortence Eugénie Bove, in her lifetime of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Henri Tugault, Plaintiff ; against ACHILLE TOUPIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

A farm situate on the concession of the river Richelieu, in the parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, formerly forming part of the parish of Saint-Valentin, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Valentin, under the number thirty (No. 30), containing four arpents in front by forty-three arpents and five perches in one line and forty-five arpents and five perches in the other, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To the charge of the lease on half shares consented under private writing by the said Achille Toupin, in favor of Louis Boudreau, towards the end of the month of September, 1895, and to expire on the 29th September next (1900), and also with the reserve of the crop which is on this farm.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Paul de l'Île-aux-Noix aforesaid, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 11th July, 1900. 2714
[First published, 14th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : J. THE PALLASCIO HARD-
No 1249. J. WARE CO. LIMITED,

corps politique et incorporé, ayant le siège principal de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HYPOLITE GOUGEON, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur ; dans laquelle cause James Douglass, constructeur, et Arthur Gagnon et Louis A. Caron, tous deux comptables des cité et district de Montréal, en leur qualité de curateurs à la cession de biens du dit James Douglass et James Robertson, manufacturier, tous de Montréal aforesaid, sont mis en cause : saisis et pris comme appartenant et en la possession du dit défendeur, les immeubles suivants, savoir :

1° Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Sainte-Cunégonde, connu et désigné comme lot numéro deux mille trois cent soixante et dix-sept (2377), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelega—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre emplacement sis et situé en la dite cité de Sainte-Cunégonde ; borné en front par la rue Duvernay, connu et désigné comme lots numéros deux mille trois cent cinquante-deux (2352) et deux mille trois cent cinquante-trois (2353), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre terrain sis et situé en la cité de Montréal, au côté nord est de la rue Sainte-Elizabeth, composé des lopins de terre numéros cinq (5), six (6), de la subdivision officielle du terrain primitif désigné sous le numéro trois cent soixante et seize (376), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant chacun des dits lopins de terre vingt-quatre pieds et quatre pouces de largeur par le dit numéro cinq (5), une profondeur de cent deux pieds et trois pouces dans la ligne latérale sud, et cent deux pieds et quatre pouces dans la ligne latérale nord, et d'une lisière de terrain de neuf pieds et huit pouces de largeur par cent deux pieds et deux pouces de profondeur, étant la partie nord du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatre, de la dite subdivision officielle du dit terrain primitif numéro trois cent soixante et seize (376-4) : bornée la dite lisière de terre comme suit, savoir : en front au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière par une ruelle commune de vingt pieds de largeur, du côté nord par le dit lopin de terre numéro cinq (5-376), et du côté sud par le résidu du dit lopin de terre numéro quatre (4-376)—avec les bâtisses et les maisons érigées sur le dit terrain.

4° Ces deux lots de terre situés dans la ville de Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent cinquante-sept et huit cent cinquante-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, chaque lot contenant trente pieds de largeur sur la profondeur qui se trouve entre la rue Saint-Jacques et la propriété de la compagnie de chemin de fer Grand-Tronc—avec deux maisons en briques solides, sur fondation en pierre, à trois-étages, en construction, sus-érigées.

5° Les trois quarts nord-ouest d'un lot sis et situé en la ville d'Outremont, connus et désignés sous le numéro treize, de la subdivision du lot numéro quinze (13-15), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant soixante et quinze pieds de largeur par cent soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins de mesure anglaise ; bornés comme suit : en front par l'avenue Pagnuelo, en arrière par le lot numéro seize (16), d'un côté par le lot de subdivision quatorze (14), du dit lot numéro quinze (15), et de l'autre côté par le résidu du lot de subdivision numéro treize (13), du dit lot numéro quinze (15), des susdits plans—sans bâtisses dessus construites.

6° La moitié sud-est d'un lot de terre sis et situé

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : J. THE PALLASCIO HARD-
No. 1249. J. WARE CO. LIMITED, a

body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HYPOLITE GOUGEON, of the city of Saint Henri, district of Montreal, Defendant ; in which case James Douglass, builder, Arthur Gagnon and Louis A. Caron, both accountants, of the city and district of Montreal, in their capacity of curators to the abandonment of property of the said James Douglass and James Robertson, manufacturer, all of Montreal aforesaid, are *mis en cause* : seized and taken as belonging to and in the possession of the said defendant, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land fronting on Notre Dame street, in the city of Sainte Cunégonde, known and designated as lot number two thousand three hundred and seventy-seven (2377), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelega—with the buildings thereon erected.

2. Another lot situate and being in the said city of Sainte Cunégonde ; bounded in front by Duvernay street, known and designated as lots numbers two thousand three hundred and fifty-two (2352), and two thousand three hundred and fifty-three (2353), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate and being in the city of Montreal, on the north east side of Sainte Elizabeth street, consisting of the lots of land numbers five (5), six (6), of the official subdivision of the original lot designated under the number three hundred and seventy-six (376), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, each of said lots of land containing twenty-four feet and four inches in width by the said number five (5), a depth of one hundred and two feet and three inches on the line on the south side line, and one hundred and two feet and four inches on the line on the north side line, and a strip of land nine feet eight inches wide by one hundred and two feet and two inches in depth, being the north part of the said lot of land, known and designated under the number four, of the said official subdivision of the said original lot number three hundred and seventy-six (376-4), the said strip of land bounded as follows : in front to the north east by Sainte Elizabeth street, in rear by a lane in common twenty feet wide, on the north side by the said lot of land number five (5-376), and on the south side by the remainder of the said lot of land number four (4-376)—with the buildings and houses erected on the said land.

4. Those two lots of land situate in the city of Saint Henri, in the parish of Montreal, known and designated under the numbers eight hundred and fifty-seven and eight hundred and fifty-eight, of the official plan and book of reference of the said parish of Montreal, each lot containing thirty feet in width by the depth between Saint James street and the property of the Grand Trunk Railway Company—with two three story solid brick houses on stone foundations, now being built thereon.

5. The north west three fourths of a lot situate and being in the town of Outremont, known and designated as number thirteen, of the subdivision of lot number fifteen (13-15), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing seventy-five feet in width by one hundred and seventy feet in depth, more or less, english measure ; bounded as follows : in front by Pagnuelo avenue, in rear by lot number sixteen (16), on one side by subdivision lot number fourteen (14), of the said lot number fifteen (15), and on the other side by the remainder of subdivision lot number thirteen (13), of the said number fifteen (15), of the aforesaid plans—without any buildings thereon erected.

6. The south east half of a lot of land situate and

au même lieu, connue et désignée sous le numéro quatorze, de la subdivision du lot numéro quinze (14-15), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent soixante et dix de profondeur, plus ou moins de mesure anglaise bornée comme suit : en front par l'avenue Pagneulo ; en arrière par le lot numéro seize (16), d'un côté par le lot de subdivision numéro treize du dit lot numéro quinze (13-15), et de l'autre côté par le résidu du dit lot de subdivision numéro quatorze, du lot numéro quinze (14-15), des susdits plans — sans bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 1er août 1900. 2961
[Première publication, 4 août 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA VILLE DE WEST-
No 1359. } MOUNT, corps politique
dûment et légalement incorporé, et ayant sa principale place d'affaires dans la dite ville de Westmount, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de CLEOPHAS ROUSSIN, d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Westmount ; borné en front par l'avenue Grosvenor, et composé des lots numéros un et deux, de la sous-subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-onze, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent dix-neuf (No 219-91-1 et 2), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 1er août 1900. 2963
[Première publication, 4 août 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } AMBROSE L. KENT,
No 1275. } comptable, de la ville
de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal,
UBALDE GARAND, banquier, et JOSEPH-
ODILON DUPUIS, comptable, ces deux derniers
de la cité et du district de Montréal, tous trois en
leur qualité de liquidateurs à la Banque Ville-Marie,
corps politique et incorporé, ayant ci-devant fait
affaires comme banque, et ayant son principal bureau
d'affaires à Montréal, dit district, Demandeurs ;
contre les terres et tenements de DAME ANN
RYAN, de la ville de Saint-Paul, district de Mont-
réal, veuve de feu W. B. Davidson, en son vivant
du même lieu, Défenderesse.

1° Un lot de terre sis et situé en la paroisse de la Côte Saint-Paul, connu et désigné comme partie du lot numéro trois mille six cent (3600), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant environ dix-sept arpents en superficie, et borné comme suit : en front, partie par le chemin qui conduit à la ville de Saint-Paul et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent (3600), des susdits plans, laquelle partie contient une superficie d'environ trois arpents, et appartient à la compagnie "The Consumers Gas Co., of Montreal, limited" ; en arrière par la petite Rivière Saint-Pierre, d'un côté par le lot numéro trois mille six cent un (3601), et de l'autre côté partie par le chemin public et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent (3600)—et avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, contenant environ huit arpents en superficie,

being in the same place, known and designated as number fourteen, of the subdivision of lot number fifteen (14-15), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and seventy feet in depth, more or less, english measure ; bounded as follows ; in front by Pagneulo avenue, in rear by lot number sixteen (16), on one side by subdivision lot number thirteen of the said lot number fifteen (13-15), and on the other side by the remainder of the said subdivision lot number fourteen of lot number fifteen (14-15), of the aforesaid plans—without any buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 1st August, 1900. 2962
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TOWN OF WEST-
No. 1359. } MOUNT, a body politic
and corporate, and duly by law incorporated and
having its principal place of business in the said
town of Westmount, in the district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
Cléophas Roussin, of Acton Vale, in the district of
Saint Hyacinth.

An emplacement situate and being in the town of Westmount ; bounded in front by Grosvenor avenue, and comprising the lots numbers one and two, of the official subdivision of lot number ninety-one, of the official subdivision of lot number two hundred and nineteen (No. 219-91-1 and 2), of the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal—together with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 1st August, 1900. 2964
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } AMBROSE L. KENT
No. 1275. } accountant, of the town
of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal,
UBALDE GARAND, banker, and JOSEPH ODI-
LON DUPUIS, accountant, the two latter of the
city and district of Montreal, all three in their
quality of liquidators to La Banque Ville Marie, a
body politic and corporate, having formerly carried
on business as a bank and having its chief place of
business at Montreal, said district, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of DAME ANN
RYAN, of the town of Saint Paul, district of Mont-
real, widow of the late W. B. Davidson, in his
lifetime of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the parish of la Côte Saint Paul, known and described as part of lot number three thousand six hundred (3600), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing about seventeen arpents in area, and bounded as follows : in front partly by the road leading to the town of Saint Paul, and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred (3600), of the aforesaid plans, which part contains an area of about three arpents and belongs to "The Consumers' Gas Co., of Montreal, Limited," in rear by the little river Saint Peter, on one side by lot number three thousand six hundred and one (3601), and on the other side partly by the public road and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred (3600)—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate and being at the same place, containing about eight arpents in area,

connu et désigné comme partie du lot numéro trois mille six cent un (3601), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et borné comme suit : en front partie par les terrains du canal de Lachine et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent un (3601), des susdits plans, lesquelles parties appartiennent comme suit : un arpent à Stewart et Beardsell, et un arpent à Thomas M. Fox, d'un côté par le lot numéro trois mille six cent (3600), et de l'autre côté, partie par le lot numéro trois mille six cent deux (3602), et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent un (3601), et en arrière par la petite rivière Saint-Pierre—avec les bâtisses dessus construites, et de plus, sujet à servitude en faveur de Albert Fox.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du vingt-sixième jour de juin mil neuf cent.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 11 juillet 1900. [Première publication, 14 juillet 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, à savoir : } G. A. CRESSÉ ET JOS. No 1980. } L. A. DESCARRIES, avocats, des cité et district de Montréal, et pratiquant ensemble comme tels en société, sous les nom et raison de Cressé & Descarries, procureurs distrayants ; contre les terres et tènements de FÉLIX LACROIX, du village de Dorval, district de Montréal, charretier, dans une cause où le dit Félix Lacroix était Demandeur ; Duncan McEachran, des cité et district de Montréal, mais maintenant résidant à Dorval, dit district, était Défendeur, et J. Bte. O. Martin, de la ville de Lachine, dit district, bourgeois, était intervenant.

Saisi comme appartenant au dit demandeur l'immeuble suivant, à savoir :

La moitié nord du lot numéro vingt-deux et les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre, de la subdivision du lot numéro huit cent soixante et douze (22, 23 et 24-872), du cadastre de la paroisse de Lachine, aujourd'hui dans la municipalité du village de Dorval, dans la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge, district de Montréal—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 11 juillet 1900. [Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No 470. } DAVID MANCHESTER, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Demandeur ; contre JOHN DOLAN, de la ville de Renfrew, province d'Ontario, Défendeur.

Cette étendue ou ce morceau de terre situé dans le village de Shawville, dans le comté de Pontiac, dans la province de Québec, et formant partie du

known and described as part of lot number three thousand six hundred and one (3601), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and bounded as follows : in front partly by the lands of the Lachine Canal, and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred and one (3601), of the said plans, which parts belong as follows : one arpent to Stewart and Beardsell, and one arpent to Thomas M. Fox, on one side by lot number three thousand six hundred (3600), and on the other side partly by lot number three thousand six hundred and two (3602), and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred and one (3601), and in rear by the little river Saint Peter—with the buildings thereon erected, and subject, moreover, to a servitude in favor of Albert Fox.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, in virtue of a judgment of the superior court, dated the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 11th July, 1900. [First published, 14th July, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, to wit : } G. A. CRESSÉ AND JOS. No. 1980. } L. A. DESCARRIES, advocates, of the city and district of Montréal, and practising together as such and in partnership under the style and firm of Cressé & Decarries, attorneys distracting ; against the lands and tenements of FÉLIX LACROIX, of the village of Dorval, district of Montréal, carter, in a suit in which the said Félix Lacroix was Plaintiff ; Duncan McEachran, of the city and district of Montréal, but now residing actually at Dorval, said district, was Defendant, and J. Bte O. Martin, of the town of Lachine, said district, bourgeois, was Intervenant.

Seized as belonging to said plaintiff the following immovable, to wit :

The north half of lot number twenty-two and lots numbers twenty-three and twenty-four, of the subdivision of lot number eight hundred and seventy-two (22, 23, 24-872), of the cadastre of the parish of Lachine, now in the municipality of the village of Dorval, in the parish of La Presentation de la Sainte Vierge, district of Montréal—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 11th July, 1900. [First published, 14th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Pontiac, No. 470. } DAVID MANCHESTER, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Plaintiff ; against JOHN DOLAN, of the town of Renfrew, province of Ontario, Defendant.

That certain tract or parcel of land situate in the village of Shawville, in the county of Pontiac, in the province of Québec, and forming a part of lot

lot numéro sept, dans le sixième rang du canton de Clarendon, dans le dit comté de Pontiac, le dit morceau de terre étant connu comme suit, à savoir : commençant à un poteau marqué de la lettre A planté au centre de la côte à une distance de trois chaînes et cinquante-six chaînons d'un poteau planté à l'intersection de la course de la ligne de côté entre les lots numéros sept et huit, par la ligne de concession entre les cinquième et sixième rangs du dit canton de Clarendon, et de là courant du dit poteau marqué de la lettre A le long du centre de la dite côte environ nord par soixante et dix sept degrés et demi est magnétiquement dix chaînes et soixante-quinze chaînons jusqu'à un poteau marqué de la lettre B, de là courant sud quarante-deux degrés et demi est sept chaînes et cinquante-huit chaînons jusqu'à un poteau marqué de la lettre C planté sur la ligne de côté entre les dits lots numéros sept et huit, de là courant le long de la dite ligne de côté nord trente-sept degrés et demi est magnétiquement neuf chaînes et quatre-vingt chaînons jusqu'au poteau de départ marqué de la lettre A, lequel morceau de terre contenant suivant mesure deux acres et demi, plus ou moins—avec toutes les bâtisses, circonstances et dépendances. Le dit morceau de terre étant borné sur les trois côtés par les parties voisines du dit lot numéro sept, appartenant à John Strull, et de l'autre côté ou côté ouest par le chemin public, courant de l'est de Shawville sud dit dans la direction sud, le dit morceau de terre n'étant pas sur aucun autre chemin ou rue.

Pour être vendu dans le bureau du registraire pour la première division d'enregistrement du comté de Pontiac, à Bryson, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 31 juillet 1900. 2999
[Première publication, 4 août 1900.]

Ventes par le Sherif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } WILLIAM CARRIER, de
No 810. } la cité de Québec, marchand de fleur ; contre XAVIER VERRET, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, à savoir :

Partie du lot No 1237 (mille deux cent trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette ; bornée au nord par la concession Saint-François-Xavier, au sud par Charles Verret, sur un arpent de l'ouest à l'est, et par le chemin public pour la balance de la largeur, à l'ouest par le dit Charles Verret, sur un arpent de profondeur, et par Xavier Pageot et Joseph Auclair ou représentant pour la balance, à l'est par Charles Auclair ou représentant, étant une terre située rang Saint-Ignace—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 2 août 1900. 2985
[Première publication, 4 août 1900.]

number seven, in the sixth range of the township of Clarendon, in said county of Pontiac, the said piece of land known by the following description and marks, to wit : commencing at a post marked with letter A planted on the centre of the hill at a distance of three chains and fifty-six links from a post planted at the intersection of the side line course between lots numbers seven and eight, by the concession line between the fifth and sixth ranges of the said township of Clarendon, and thence running from said post marked with letter A along the centre of said hill about north by seventy-seven degrees and a half east magnetically ten chains and seventy-five links to a post marked with letter B, thence running south forty-two degrees and a half east seven chains and fifty-eight links to a post marked with letter C planted on the side line between said lots numbers seven and eight, thence running along said side line north thirty-seven degrees and a half east magnetically nine chains and eighty links to the post of beginning marked with the letter A, which piece of land contains by admeasurement two and a half acres, be the same more or less—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging. Bounded said piece of land on three sides by the adjoining portions of said lot number seven, owned by John Strull, and on the other side or west side by the main road, which road runs from the east of Shawville aforesaid in southern direction, said piece of land not being on any other road or street.

To be sold at the office of the registrar for the first division of the county of Pontiac, at Bryson, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 31st July, 1900. 3000
[First publication, 4th August, 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Circuit of Québec.

Québec, to wit : } WILLIAM CARRIER, flour
No. 810. } merchant, of the city of Québec, against XAVIER VERRET, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, to wit :

Part of lot No. 1237 (one thousand two hundred and thirty-seven), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette ; bounded to the north by Saint François Xavier concession, to the south by Charles Verret, for an arpent in depth, from west to east, and by the highway for the balance of the width, to the west by the said Charles Verret, for an arpent in depth and by Xavier Pageot and Joseph Auclair or representative for the balance or residue, towards the east by Charles Auclair or representative, being a land situate and being in Saint Ignace range—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 2nd August, 1900. 2986
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **F**RANK ROSS, de la cité
No 2289. } de Québec, négociant. **ET**
JAMES GIBB, ci-devant de la cité de Québec,
maintenant de Londres, Angletorre, négociant ;
contre **JEAN-BAPTISTE DAVID LEGARE ET**
EMMA GARNEAU, fille majeure, tous deux de la
cité de Québec, et Eugène Garneau, de Sainte Foye,
solidairement ; saisie comme appartenant à Emma
Garneau, l'un des défendeurs, à savoir :

La moitié sud du lot No 4217 (quatre mille deux
cent dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier
Montcalm, de la cité de Québec, contenant quarante
pieds, plus ou moins, de front, sur cinquante-cinq
pieds, plus ou moins, de profondeur ; bornée en
front vers l'est par la rue Saint Augustin, en arrière
par John Cook, au sud par l'école protestante, au
nord par Philippe Vallière, étant un emplacement
situé sur la rue Saint Augustin—avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Québec, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 2 août 1900. 2981
[Première publication, 4 août 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où **ATHA-**
No 659. } **NASE HAMELIN**, de la
paroisse des Grondines, cultivateur, état Deman-
deur ; et **JOSEPH EDOUARD HAMELIN**, aussi
de la dite paroisse des Grondines, cultivateur, était
Défendeur ; Onésime Rivard, de la paroisse des
Grondines, cultivateur et navigateur, était requé-
rant pour être mis en possession, et le dit Joseph
Edouard Hamelin, contestant la dite requête, le dit
Onésime Rivard contre le dit Joseph Edouard
Hamelin, à savoir :

1° Le lot No 236 (deux cent trente-six), du cadas-
tre officiel des Grondines, comté de Portneuf, étant
une terre située au second rang—circonstances et
dépendances.

2° Le lot No 246 (deux cent quarante-six), du
cadastre officiel des Grondines, comté de Portneuf,
étant une terre située au second rang, à distraire
un morceau de terre d'un arpent et demi de front,
sur environ vingt-six arpents de profondeur ; borné
en front au chemin de front de la seconde conces-
sion, au nord à Plessis Laganière, au nord-est à
Charles Genest, et au sud-ouest à Augustin Côté,
plus, un autre morceau de terre situé au sud du
chemin de front de la dite seconde concession, de
un arpent de large sur la profondeur, qu'il y a
depuis le dit chemin de front, en descendant jus-
qu'au premier caillou ; borné au nord au dit chemin,
au sud au dit premier caillou, au nord-est à Charles
Genest, et au sud-ouest au restant du dit lot. Tel
que vendu par acte devant Mtre L. P. Bernard,
notaire, le 30 avril, mil huit cent quatre-vingt-seize
—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse des Grondines, le SIXIEME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le
dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 2 août 1900. 2987
[Première publication, 4 août 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**EMOISELLE CAROLINE
No 841. } **SAMSON**, de la cité de
Québec, fille majeure ; contre **GEORGES BEAU-**
CAGE, PERE, de la cité de Québec, Pierre Beau-
cage, de la paroisse de Deschambault, Daniel Beau-
cage, Elzéar Beaucage, Victor Beaucage et Alfred
Beaucage, ces quatre derniers de la paroisse de Saint-
Alban, Georges Beaucage, fils, de l'endroit appelé

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **F**RANK ROSS, trader, of the
No. 2289. } city of Québec, and **JAMES**
GIBB, formerly of the city of Québec, now of
London, Eng and, trader ; against **JEAN BAPTISTE**
DAVID LEGARE AND EMMA GARNEAU,
spinster, both of the city of Québec, and Eugène
Garneau, of Sainte Foye, jointly and severally ;
seized as belonging to Emma Garneau, one of the
defendants, to wit :

The south half of lot No. 4217 (four thousand
two hundred and seventeen), of the official cadastre
for Montcalm ward, of the city of Québec, containing
forty feet, more or less, in front, by fifty-five feet,
more or less, in depth ; bounded in front, towards
the east, by Saint Augustin street ; in rear by
John Cook ; towards the south by protestant
school, towards the north by Philippe Vallière,
being an emplacement situate and being on Saint
Augustin street—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of
the clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 2nd August, 1900. 2982
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause wherein **ATHA-**
No 659. } **NASE HAMELIN**, of the
parish of Grondines, farmer, was Plaintiff ; and
JOSEPH EDOUARD HAMELIN, also of the
said parish of Grondines, farmer, was Defendant ;
Onésime Rivard, of the parish of Grondines, farmer
and mariner, was petitioner to be put in possession
and the said Joseph Edouard Hamelin, contested
the said petition ; the said Onésime Rivard against
the said Joseph Edouard Hamelin, to wit :

1. Lot No 236 (two hundred and thirty-six) of
the official cadastre of Grondines, county of Port-
neuf, being a lot of land situate in the second range
—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 246 (two hundred and forty-six), of
the official cadastre of Grondines, county of Port-
neuf, being a lot of land situated in the second
range, to be detached a parcel of one arpent and a
half in front by about twenty-six arpents in depth ;
bounded in front, by the front road of the second
concession, to the north by Plessis Laganière, to the
north east by Charles Genest, and to the south
west by Augustin Côté, also, another parcel of land
situate to the south of the front road of the said
second concession, containing one arpent in width,
by the depth there may be from the said front road,
going down as far as the first boulder ; bounded to
the north by the said road, to the south by the
said first boulder, to the north east by Charles
Genest, and to the south west by the residue of the
said lot. As sold by deed before L. P. Bernard,
notary, on the 30th April, one thousand eight hun-
dred and ninety-six—circumstances and dependen-
cies.

To be sold at the church door of the parish of
Grondines, on the SIXTH day of SEPTEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 2nd August, 1900. 2988
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **M**ISS CAROLINE SAMSON,
No. 841. } of the city of Québec,
spinster ; against **GEORGES BEAUCAGE, SENIOR**,
of the city of Québec, Pierre Beaucage, of the
parish of Deschambault, Daniel Beaucage, Elzéar
Beaucage, Victor Beaucage and Alfred Beaucage,
the four latter of the parish of Saint Alban, George
Beaucage, junior, of the place called "Rivière à

"Rivière à Pierre", dans le comté de Portneuf, dame Marguerite Beaucage, de la paroisse de Deschambault, épouse commune en biens de Georges Paquet, de la paroisse de Deschambault, et le dit Georges Paquet, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, dame Alvina Beaucage, de la cité de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Jean-Baptiste Emmanuel Allard, aussi de Québec, et ce dernier mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse, Anaclét Thibault, de la paroisse de Saint-Alban, en sa qualité de tuteur à Victor Paquin, fils mineur, issu du mariage de feu dame Eugénie Beaucage et de Joseph Paquin, à savoir :

1° Le No 63 (soixante et trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière,—circonstances et dépendances.

2° Le No 66 (soixante et six), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière,—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 2 août 1900.

[Première publication, 4 août 1900.]

Shérif,

2983

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } L'HONORABLE FREDERICK WILLIAM ANDREWS, de la paroisse de Saint-Sauveur, de Québec, l'un des juges de notre cour supérieure, pour la province de Québec; contre WILLIAM McEWAN ALIAS McKEOWN ET PATRICK McEWAN, ALIAS McKEOWN, tous de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, dans le comté de Québec, cultivateur, à savoir :

1° Le lot No 2 B (deux B.), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 71 (soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située à Roche platte—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 82 (quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située à Roche platte—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° La moitié sud du lot No 94 (quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham; bornée par une ligne tirée par Lefrançois, arpenteur civil, à travers le dit lot depuis la rivière Huron à la clôture qui le sépare du lot cadastral No 82 (quatre-vingt-deux), étant un lot de terre situé à Roche platte—circonstances et dépendances.

5° Le lot No 1 (un), du cadastral officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant une terre située au deuxième rang du township de Stoneham—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

Bureau du Shérif,

Québec, 19 juillet 1900.

[Première publication, 21 juillet 1900.]

ED. BEGIN,

Député Shérif.

2837-2

"Pierre," in the county of Portneuf, Dame Marguerite Beaucage, of the parish of Deschambault, wife common as to property of Georges Paquet, of the parish of Deschambault, and the said Georges Paquet, both personally and for the purpose of authorizing his said wife, Dame Alvina Beaucage, of the city of Quebec, wife separated as to property by marriage contract of Jean-Baptiste Emmanuel Allard, also of Quebec, the latter *mis en cause* for the purpose of authorizing and assisting his said wife, Anaclét Thibault, of the parish of Saint Alban, in his capacity of tutor to Victor Paquin, minor son, issue of the marriage of the late Dame Eugénie Beaucage and Joseph Paquin, to wit :

1. No. 63 (sixty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière—circumstances and dependencies.

2. No. 66 (sixty-six), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a lot of land situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; the said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Quebec, 2nd August, 1900.

[First published, 4th August, 1900.]

Sheriff.

2984

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THE HONORABLE FREDERICK W. ANDREWS, of the parish of Saint Sauveur de Québec, one of the judges of the superior court, for the province of Quebec, Plaintiff; against WILLIAM McEWAN ALIAS McKEOWN AND PATRICK McEWAN ALIAS McKEOWN, of the parish of Saint Edmond de Stoneham, in the county of Quebec, farmer, to wit :

1. Lot No. 2 B (two B), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 71 (seventy-one), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate at Roche platte—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 82 (eighty-two), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot situate at Roche platte—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The south half of lot No. 94 (ninety-four), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham; bounded by a line drawn by Lefrançois, civil surveyor, across the said lot from the river Huron, to the fence which separates it from the cadastral lot No 82 (eighty-two), being a lot of land situate at Roche platte—circumstances and dependencies.

5. Lot No. 1 (one), of the official cadastre of the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a land situate in the second range of the township of Stoneham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

Sheriff's Office,

Quebec, 19th July, 1900.

[First published, 21st July, 1900.]

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

2838

FIERI FACIAS.*Circuit of Quebec.*

Québec, à savoir : } **G**ASPARD NICOLAS BOIS-
No 1948. } **S**EAU et **R**OCH PASCHAL
BOISSEAU, tous deux de Québec, rentiers ; contre
DA~~M~~E **M**ARCELINE CANTIN, de Québec, veuve
de feu Joseph Roy, en son vivant de Québec, à
savoir :

Le lot No 838 (huit cent trente-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un demi emplacement situé rue Metcalfe ci-devant et maintenant rue Morin -- avec bâtisses. A la charge d'une rente foncière de cinq piastres payable aux héritiers Boisseau, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,Bureau du Shérif,
Québec, 19 juillet 1900.Député Shérif.
2835-2

[Première publication, 21 juillet 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **F**ERDINAND BÉDARD,
No 349. } **M**eurier, et **J**OSEPH
DESROCHERS, menuisier, tous deux ci-devant de
la paroisse de Sainte-Croix, et actuellement de la
paroisse de Saint - Jean Deschaillons ; contre
GUSTAVE RACETTE, de la paroisse de Sainte-
Croix, à savoir :

Le lot No 57 (cinquante-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse—avec moulins et autres bâtisses, moins l'emplacement du phare de Sainte-Croix.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, le **VINGT-TROISIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

ED. BEGIN,Bureau du Shérif,
Québec, 19 juillet 1900.Député Shérif.
2833-2

[Première publication, 21 juillet 1900.]

Ventes par le Sherif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **J**OSEPH PIERRE
No 366. } **R**OYER, de la cité
de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable, curateur et requérant, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, comme curateur aux biens de **PHILIPPE ANTONIO TANGUAY**, du village de Danville, dans le dit district, failli.

1° Trois acres de terre à distraire du lot numéro douze, dans le deuxième rang du canton de Shipton, près et joignant la ligne de côté sud-est du même lot, et étant situé sur le côté nord de la rivière Nicolet, et vis-à-vis l'endroit employé ordinairement pour assortir ou trier les billots de bois, et aussi le droit de passage pour communiquer au dit morceau de terre à travers la terre de "The Asbestos & Abestic Company, Limited", sur les lots numéros douze et treize, dans le dit rang, et le droit à l'eau de l'étang pour le flottage des billots jusqu'aux dits trois acres de terre.

2° Ce lot à bâtir situé à Asbestos, formant partie du lot numéro huit, dans le deuxième rang de Shipton susdit, et désigné sous le numéro 149, sur

FIERI FACIAS.*Circuit of Quebec.*

Québec, to wit : } **G**ASPARD NICOLAS BOIS-
No. 1948. } **S**EAU and **R**OCH PAS-
CAL BOISSEAU, both of Quebec, *rentiers* ; against
DA~~M~~E **M**ARCELINE CANTIN, of Quebec,
widow of the late Joseph Roy, in his lifetime of
Québec, to wit :

Lot No. 838 (eight hundred and thirty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a half lot situate on Metcalf formerly, and now Morin street—with buildings. Subject to a ground rent of five dollars payable to the heirs Boisseau, on the 29th of September, of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the **TWENTY-THIRD** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,Sheriff's Office,
Québec, 19th July, 1900.Deputy Sheriff.
2836

[First published, 21st July, 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **F**ERDINAND BEDARD,
No. 349. } **M**iller, and **J**OSEPH
DESROCHERS, joiner, both formerly of the parish
of Sainte Croix and now of the parish of Saint Jean
Deschaillons ; against **G**USTAVE RACETTE, of the
parish of Sainte Croix, to wit :

Lot No. 57 (fifty-seven), of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, being a land situate on the first range of the said parish—with mills and other buildings. Reserving the site of the light-house of Sainte Croix.

To be sold at the parochial church door of Sainte Croix, on the **TWENTY-THIRD** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,Sheriff's Office,
Québec, 19th July, 1900.Deputy Sheriff.
2834

[First published, 21st July, 1900.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **J**OSEPH PIERRE
No. 366. } **R**OYER, of the city of
Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, curator and petitioner, duly authorized under article 879 of the code of civil procedure, as curator to the property of **PHILIPPE ANTONIO TANGUAY**, of the village of Danville, in the said district, Insolvent.

1. Three acres of land to be taken off of lot number twelve, in the second range of the township of Shipton, near and adjoining the south east side line of the same lot, and being on the north side of the Nicolet river, and opposite the place where it is usually used for assorting or picking logs, and also the right of way to communicate with said parcel of land through the land of the Asbestos and Asbestic Company, Limited, on lots numbers twelve and thirteen, in said range, and the right of the water of the pond for the use of floating logs to the said three acres of land.

2. That building lot situate at Asbestos, forming part of the lot number eight, in the second range of Shipton aforesaid, and marked under number 149

un certain plan de lots à bâtir fait par F. A. Cleveland, A. P., et contenant cinquante pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds; borné en front par la rue Church, en arrière par le lot à bâtir désigné sous le numéro 154, sur le dit plan, du côté sud-est par le No 150, et du côté nord-ouest par le lot No 148, sur le dit plan.

3° Un lot de terre situé dans le canton de Ham, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro dix A (No 10 A), dans le troisième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ham, contenant cent neuf acres et 83/100 d'un acre en superficie—avec toutes les bâtisses sous-élevées et améliorations faites, y compris un moulin à scie, un engin et une bouilloire et toutes les courroies, machines et accessoires y ayant rapport.

4° Un lot de terre situé dans le dit canton de Ham, connu et désigné comme lot numéro neuf (No 9), dans le troisième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ham, contenant deux cent quatorze acres et 17/100 d'un acre en superficie.

5° Un lot de terre situé dans le dit canton de Ham, connu et désigné comme lot numéro douze B (No 12 B), dans le troisième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ham, contenant quatre-vingt-dix-neuf acres et 3/100 d'un acre en superficie.

6° Un lot de terre situé dans le dit canton de Ham, connu et désigné comme lot numéro treize (No 13), dans le quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ham, contenant deux cent trois acres et 89/100 d'un acre en superficie.

7° Un morceau de terre situé dans le dit canton de Ham, connu et désigné comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro quatorze ($\frac{1}{2}$ S. O. No 14), dans le quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ham, contenant cent cinq acres en superficie; borné d'un côté par la terre de Norbert Plante, et de l'autre côté par la terre de Godfroi Brochu, et aux deux bouts par les lignes du rang.

Les immeubles mentionnés dans les paragraphes Nos 1 et 2, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Anne de Danville, dans le village de Danville, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les immeubles mentionnés dans les paragraphes Nos 3, 4, 5, 6 et 7, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adrien de Ham, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 30 juillet 1900. 2953
[Première publication, 4 août 1900.]

**MANDAT DU CURATEUR,
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } JOSEPH PIERRE
No 360. } ROYER, comptable,
curateur et requérant, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, comme curateur nommé aux biens de DAME ELZEMIRE DUBEAU, épouse séparée de biens de Louis Lebel, du village de Mégantic, district de Saint-François, et y faisant affaires sous le nom et raison de Louis Lebel & Cie, faillie, savoir:

1° Un lot ou morceau de terre sis et situé dans le village de Mégantic, et plus particulièrement connu et désigné comme étant le résidu du lot de terre numéro deux mille trois cent cinquante-neuf, d'après le plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit village de Mégantic, après en avoir détaché certains morceaux de terrain ci-devant vendus à la compagnie appelée "The Lake Mégantic Pulp Company", et aussi à la compagnie du "Quebec Central", et de plus à la corporation du village de

on a certain plan of building lots made by F. A. Cleveland, P. L. S., and containing fifty feet in width by a depth of ninety feet; bounded in front by Church street, in rear by building lot marked No. 154, on said plan, on the south east side by No. 150, and on the north west side by lot No. 148, on said plan.

3. A lot of land situate in the township of Ham, in the district of Saint Francis, known and described as the lot number ten A (No. 10 A), in the third range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing one hundred and nine acres and 83/100 of an acre in superficies—with all the buildings and improvements thereon erected and made, including a saw-mill, one engine and boiler and all the belting, machinery and accessories connected therewith and thereto belonging.

4. A lot of land situate in the said township of Ham, known and described as the lot number nine (No. 9), in the third range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing two hundred and fourteen acres and 17/100 of an acre in superficies.

5. A lot of land situate in the said township of Ham, known and described as the lot number twelve B (No. 12 B), in the third range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing ninety-nine acres and 3/100 of an acre in superficies.

6. A lot of land situate in the said township of Ham, known and described as the lot number thirteen (No. 13), in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing two hundred and three acres and 89/100 of an acre in superficies.

7. A piece of land situate in the said township of Ham, known and described as being the south west half of the lot number fourteen (S. W. $\frac{1}{2}$ No. 14), in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing one hundred and five acres in superficies; bounded on one side by land belonging to Norbert Plante, and on the other side by the land of Godfroi Brochu, and at both ends by the range lines.

To be sold the immovables mentioned in paragraphs Nos. 1 and 2, at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the immovables mentioned in paragraphs Nos. 3, 4, 5, 6 and 7, to be sold at the church door of the parish of Saint Adrien de Ham, on the SAME DAY, at THREE of the clock in afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 30th July, 1900. 2954
[First published, 4th July, 1900.]

**CURATOR'S WARRANT,
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } JOSEPH PIERRE
No. 360. } ROYER, of the
city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, curator and petitioner, duly authorized under article 879 of the code of civil procedure, as curator to the property of DAME ELZEMIRE DUBEAU, wife separate as to property of Louis Lebel, of the village of Mégantic, district of Saint Francis, and doing business there under the name and style of Louis Lebel & Cie, Insolvent, to wit:

1. A lot or parcel of land situate and being in the village of Mégantic, and more particularly known and designated as being the residue of lot number two thousand three hundred and fifty-nine, according to the plan and book of reference of the official cadastre for the said village of Mégantic, after detaching therefrom certain parcels of land heretofore sold to the "Lake Mégantic Pulp Company" and also to the "Quebec Central", and further to the corporation of the village of Megan-

Mégantic pour un chemin public à travers le dit lot, le tout suivant leurs titres respectifs, sans mesure précise pour le terrain ci-vendu, tel que le tout se poursuit, comporte et étend de toutes parts entre les bornes suivantes : au nord-ouest par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par le terrain de Joseph Moisan, et de l'autre côté au nord-est par le terrain de Philius Huot et celui de H. M. Price & Co., ou leurs représentants—avec les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées, circonstances et dépendances.

2° Ce certain morceau de terre sis et situé en le dit village de Mégantic, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept cent quatre-vingt-douze (No 1792), d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Mégantic, de la contenance de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Charles—avec bâtisses et améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendus au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 1er août 1900. Shérif. 2965
[Première publication, 4 août 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE DES
No 705. } CANTONS DE

L'EST, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre C. H. ADAMS, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, et GEORGE W. MERRILL, du canton de Compton, dans le dit district, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit George W. Merrill, un des dits défendeurs, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un lot de terre situé dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt (No 20), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Clifton—circonstances et dépendances

2° Dix-huit lots de terre situés dans le village de Marbleton, dans le dit district, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Marbleton, comme suit : lot numéro cent soixante et huit (No 168) ; borné au sud par la rue Saint-Elzéar, et à l'est par la rue Saint-Adolphe—sans bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (No 290) ; borné en front par le chemin public—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-douze (No 292) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—sans bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (No 293) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (No 298) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (No 299) ; borné à l'est par le No 296, à l'ouest par le No 300, au nord par le No 306, et au sud par le No 298—sans bâtisses. Lot numéro trois cent (No 300) ; borné au nord par le No 305, au sud par le No 301, à l'est par le No 299, et à l'ouest par le No 303—sans bâtisses. Lot numéro trois cent un (No 301) ; borné en front par la rue Saint-Elzéar—avec bâtisses. Lots numéros trois cent deux (No 302), trois cent trois (No 303), et trois cent quatre (No 304) ; bornés en front par la rue Saint-Adolphe—sans bâtisses. Lot numéro trois cent cinq (No 305) ; borné au nord par le ruisseau du moulin, au sud par le No 300, à l'est par le No 306, et à l'ouest par le No 304—sans bâtisses. Lot numéro trois cent six (No 306) ; borné en front

tie for a public road through the said lot, the whole according to their respective titles without precise measurement for the land sold, as the whole is, lies and extends on all sides between the following boundaries : on the north west by the public road, on one side to the south west by the land of Joseph Moisan, and on the other side to the north east by the land of Philius Huot and that of H. M. Price & Co., or their representatives—with the buildings thereon and the improvements thereto made, circumstances and dependencies.

2. That certain parcel of land situate and being in the said village of Mégantic, known and designated as being number one thousand seven hundred and ninety-two (No. 1792), according to the official plan and book of reference for the said village of Mégantic, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, more or less ; bounded in front by Saint Charles street—with the buildings thereon erected and the improvements thereto made.

To be sold in the office of the registrar of the registration division of the county of Compton, in the town of Cookshire, the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 1st August, 1900. Sheriff. 2966
[First published, 4th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } THE EASTERN
No. 705. } TOWNSHIPS' BANK

a body politic, duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against C. H. ADAMS, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, and GEORGE W. MERRILL of the township of Compton, in said district, (jointly and severally), Defendants.

Seized as belonging to the said George W. Merrill, one of the said Defendants, the following immoveables, to wit :

1. A lot of land situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, known and described as being the lot number twenty (No. 20), in the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Clifton—with the appurtenances thereunto belonging.

2. Eighteen lots of land situate in the village of Marbleton, in said district, known and described on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Marbleton, as follows : lot number one hundred and sixty-eight (No. 168) ; bounded southerly by Saint Elzéar street, and easterly by Saint Adolphe street—no buildings. Lot number two hundred and ninety (No. 290) ; bounded in front by the public road—with buildings. Lot number two hundred and ninety-two (No. 292) ; bounded in front by Saint Elzéar street—no buildings. Lot number two hundred and ninety-three (No. 293) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lot number two hundred and ninety-eight (No. 298) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lot number two hundred and ninety-nine (No. 299) ; bounded easterly by No. 296, westerly by No. 300, northerly by No. 306 and southerly by No. 298—no buildings. Lot number three hundred (No. 300) ; bounded northerly by No. 305, southerly by No. 301, easterly by No. 299, and westerly by No. 303—no buildings. Lot number three hundred and one (No. 301) ; bounded in front by Saint Elzéar street—with buildings. Lots numbers three hundred and two (No. 302), three hundred and three (No. 303) and three hundred and four (No. 304) ; bounded in front by Saint Adolphe street—no buildings. Lot number three hundred and five (No. 305) ; bounded northerly by the mill brook, southerly by No. 300, easterly by No. 306, and westerly

par le chemin public—avec bâtisses. Lot numéro trois cent dix-sept (No 317); borné en front par le chemin public—avec bâtisses. Lots numéros trois cents dix-huit (No 318) et trois cent dix-neuf (No 319); bornés en front par le chemin public—sans bâtisses. Lot numéro trois cent vingt (No 320); borné en front par le chemin public—avec bâtisses, et lot numéro trois cent vingt et un (No 321); borné en front par le chemin public—sans bâtisses.

3° Un lot de terre situé dans le canton de Dudswell, dans le dit district, connu et désigné comme lot numéro vingt-sept D (No 27 D), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell—circonstances et dépendances.

4° Trois lots de terre situés dans le dit canton de Dudswell, connus et désignés comme étant les lots numéros vingt C (No 20 C), vingt-deux (No 22), et vingt et un C (No 21 C), dans le neuvième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dudswell—circonstances et dépendances.

Les terres mentionnées dans le paragraphe 1, pour être vendues au bureau du registraire, pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Les terres mentionnées dans les paragraphes 2 et 3, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi, et les terres mentionnées dans le paragraphe 4, pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 31 juillet 1900. Shérif. 2883
[Première publication, 4 août 1900.]

La publication faite le 28 juillet 1900, est nulle.

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERIFACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Hyacinthe. } ARSENE PICKERING, Demandeur; contre MATHILDE LEMONDE ET AL., Défendeurs.

Saisis sur tous les défendeurs:

1° Un emplacement situé dans le village de Richelieu, comté de Rouville et district de Saint-Hyacinthe, connu et désigné sous le numéro deux (No 2), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Richelieu; borné en front par la rivière Richelieu, sauf à déduire du dit emplacement le terrain sur lequel passe le chemin public qui le traverse—avec les bâtisses construites sur le dit emplacement.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint Mathias, dit comté de Rouville, connu et désigné sous le numéro cent quatorze (No 114), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Mathias; borné en front par le chemin de la rivière des Hurons, et contenant approximativement trente-cinq perches en superficie—avec les bâtisses.

3° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de

by No. 304—no buildings. Lot number three hundred and six (No. 306); bounded in front by the public road—with buildings. Lot number three hundred and seventeen (No. 317); bounded in front by the public road—with buildings. Lots numbers three hundred and eighteen (No. 318) and three hundred and nineteen (No. 319); bounded in front by the public road—no buildings. Lot number three hundred and twenty (No. 320); bounded in front by the public road—with buildings, and lot number three hundred and twenty-one (No. 321); bounded in front by the highway—no buildings.

3. A lot of land situate in the township of Dudswell, in said district, known and described as the lot number twenty-seven D (No. 27 D), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell—with the appurtenances thereunto belonging.

4. Three lots of land situate in the said township of Dudswell, known and described as being the lots numbers twenty C (No. 20 C), twenty-two (No. 22), and twenty-one C (No. 21 C), in the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Dudswell—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold, the lands mentioned in the 1st paragraph, at the registry office of the registration division of the county of Compton, in the town of Cookshire, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon. The lands mentioned in the 2nd and 3rd paragraphs, to be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe of Dudswell, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lands mentioned in the 4th paragraph, to be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sherbrooke, 31st July, 1900. Sheriff. 2884
[First published, 4th August, 1900.]

The publication made on the 28th July, 1900, is null.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. } ARSENE PICKERING, Plaintiff; against MATHILDE LEMONDE ET AL., Defendants.

Seized on all the defendants:

1. A lot of land situate in Richelieu village, Rouville county and district of Saint Hyacinth, known and designated as lot number two No. (2), on the official plan and book of reference for the Richelieu village; bounded in front by the Richelieu river, less, however, the land over which the public highway passes—with the buildings erected on said lot of land.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Mathias, said Rouville county, known and designated as lot number one hundred and fourteen (No. 114), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias; bounded in front by the Hurons river, and containing about thirty-five perches in superficies—with the buildings.

3. A lot of land situate in the said parish of Saint

Saint-Mathias, concession de la rivière Richelieu, connu sous le numéro cent-six (No 106), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mathias; borné en front par le chemin public, en arrière par la rivière Richelieu, d'un côté par Charles Barrière ou représentants, et de l'autre par P. S. Ostigny ou représentants—avec deux maisons, une boutique de forge et autres bâtisses dessus construites.

Saisi sur Jean *alias* John Darche, l'un des défendeurs :

4° Un emplacement situé en le dit village de Richelieu, et connu sous le numéro cinquante-huit (No 58), sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Richelieu; borné en front par la rue Richelieu, d'un côté au nord par le lot officiel cinquante-six (No 56), à l'est par le numéro susdit et partie par le chemin de fer du Vermont Central, et au sud par le chemin de fer susdit—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, les emplacements en premier et quatrième lieux décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Richelieu, au village de Richelieu, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, et les emplacements en deuxième et troisième lieux décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 31 juillet 1900. 2959
[Première publication, 4 août 1900.]

Mathias, Richelieu river concession, known as lot number one hundred and six (No. 106), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias; bounded in front by the public highway, in rear by the Richelieu river, on one side by Charles Barrière or representatives, and on the other side by P. S. Ostigny or representatives—with two houses, one blacksmith shop and other buildings thereon erected.

Seized on Jean *alias* John Darche, one of the said defendants :

4. A lot of land situate in the said Richelieu river, known as lot number fifty-eight (No. 58), on the official plan and book of reference for the said Richelieu river; bounded in front by Richelieu street, on one side towards the north by official lot number fifty-six (No. 56), towards the east by said number and partly by the Vermont Central Railway, and towards the south by said railway—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold, the lots of land firstly and fourthly described, at the door of the parochial church of the parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu, at the Richelieu village, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon, and the lots of land secondly and thirdly described, at the door of the parochial church of Saint Mathias, the SAME DAY, at TWO o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 31st July, 1900. 2960
[First published, 4th August, 1900.]

CITÉ DE SOREL.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sorel, que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans la salle publique de l'Hôtel-de-Ville, en la dite cité de Sorel, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE 1900, à DIX heures A. M., pour taxes et autres redevances et charges municipales dues, et moins que les dites taxes et autres redevances et charges municipales, avec les frais encourus ne soient payés avant la vente, savoir :

CITY OF SOREL.

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the city of Sorel, that the lots of land herein after mentioned will be sold at public auction, in the public hall of the City Hall, in the said city of Sorel, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1900, at TEN o'clock A. M., for taxes and other municipal dues and charges unless such taxes and other municipal dues and charges with costs incurred are previously paid, to wit :

No du cadastre.	Noms des propriétaires.	Etat ou profession.	Taxes municipales Municipal taxes.	Intérêt—Interest.	Frais—Costs.	Total dû—Total due
Cadastral No.	Names of proprietors.	Callings.				
401-402-403-404-405-406-407-408 A	Propriétaire inconnu—Proprietor unknown.....		\$ cts. 21 75	\$ cts. 2 25	\$ cts. 6 00	\$ cts. 30 00
Part 732	Success.—Estate Elizabeth Grenier, veuve—widow					
961	Isaïe Beaudry.....		14 23	1 56	2 40	18 19
12 sub. 239	Suc.—Estate Pierre Coutu		17 40	1 10	4 80	23 30
Part 496	Joseph Gagné.....	Charcutier—Pork dealer	15 79	1 61	1 00	18 40
	Cyrille Mongeon.....	Marchand—merchant...	82 59	15 28	8 00	105 89

JOHN GEO. CREBASSA, JNR.,

Greffier de la Cité—City Clerk.
2649-50

Hôtel-de-Ville, Sorel 30 juin 1900—City Hall, Sorel, 30th June, 1900.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, dans le cours d'un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des compagnies minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom de la "Compagnie Minière de Montréal."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de louer ou d'acquérir par achat, échange ou autrement, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en iceux, et avoir et exercer tous les pouvoirs, droits et privilèges énumérés et conférés dans et par la loi des compagnies minières de Québec.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité et le district de Montréal.

Le montant proposé du fonds social est de \$10,000.00.

Le nombre d'actions sera de 10,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00) chacune.

Les noms au long résidence et profession des requérants sont comme suit : Pierre Auguste Delvecchio, cultivateur, de la paroisse de Longueuil, J. a Bte Vinet, marchand de tabac, Léon Derome, bourgeois, Joseph William Crevier, sculpteur, et Joseph Antoine Karch, architecte, ces quatre derniers de la cité de Montréal.

Les dits Pierre Auguste Delvecchio, Jean-Baptiste Vinet et Joseph William Crevier, tous résidant en Canada et sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PARADIS & PARADIS,

Avocats des requérants.

Montréal, 2 août 1900.

2997

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cette avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Riverside Park Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir par achat, louer ou autrement, des terrains, établissements et bâtisses propres à procurer des divertissements dramatiques, musicaux, athlétiques, aquatiques et autres amusements et exhibitions, d'ériger, maintenir et mettre en opération des pistes, estrades, glissoires, et autres places nécessaires pour développer les affaires de la compagnie ; de maintenir un hôtel et maison de club et les mettre en opération, de les louer et conduire et de faire les affaires d'hôtel ; de vendre et louer des boutiques pour la vente d'articles sur les terrains possédés, loués, ou mis en opération par la compagnie, et en général de pourvoir aux divertissements, amusements et instruction pour les actionnaires de la compagnie et autres, avec le droit d'offrir des récompenses et prix pour toutes contestations ou compétitions organisées par la compagnie ou autres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la compagnie sera de cinquante mille piastres, divisé en deux mille actions de vingt-cinq piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : John A. Hasley, marchand ; Andrew Shearer, manufacturier ; Lothar Reinhardt, jr., brasseur ; Victor E. Mitchell, avocat, et Neil

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies Act, 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name of the "Montreal Mining Company".

The purposes for which incorporation is sought, are to lease or acquire by purchase, exchange or otherwise, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, and have and exercise all the powers, rights and privileges enumerated and conferred in and by the Quebec Mining Companies Act.

The chief of place of business of the company is to be in the city and district of Montreal.

The intended amount of the capital stock is \$10,000.00.

The number of shares is to be 10,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Pierre Auguste Delvecchio, farmer, of the parish of Longueuil, Jean Baptiste Vinet, tobacco-nist, Léon Derome, gentleman, Joseph William Crevier, sculptor, and Joseph Antoine Karch, architect, these last four of the city of Montreal.

The first or provisional directors of the company are to be : the said Pierre Auguste Delvecchio, Jean Baptiste Vinet and Joseph William Crevier, all residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

PARADIS & PARADIS,

Attorneys for applicants.

Montreal, 2nd August, 1900.

2998

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, for letters patent, incorporating the applicants and such other persons as may become associated with them, a body politic and corporate.

1. The proposed corporate name of the company is "Riverside Park Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to acquire by purchase, lease or otherwise, grounds, premises and buildings, suitable for providing social dramatic, musical, athletic, aquatic and other entertainments and exhibitions, to erect and maintain and operate tracks, stages, slides and other places necessary to develop the said company's business ; to maintain and operate an hotel and club house, and to lease, hire and conduct the same, and to carry on the business of hotel management ; to sell and lease concerns for the sale of articles on the grounds owned, leased or operated by the company, and generally, to provide amusement, entertainment and instruction for the shareholders of the company and others, with the right to offer premiums and prizes for any contests or competitions organized by the company or others.

3. The chief place of business of said company shall be at the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock of the company is fifty thousand dollars, divided into two thousand shares of twenty-five dollars each.

5. The names in full and address and calling of each of the applicants, are : John A. Hasley, merchant, Andrew Shearer, manufacturer, Lothar Reinhardt, jr., brewer, Victor E. Mitchell, advocate,

Brown, architecte, tous de la cité de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets anglais.

6° Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie seront John A. Hasley, Andrew Shearer et Lothar Reinhardt, jr.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 1er août 1900. 2995

and Neil Brown, architect, all of the city of Montréal, and all of whom are residents in Canada and British subjects.

6. The first and provisional directors of the company will be John A. Hasley, Andrew Shearer and Lothar Reinhardt, jr.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 1st August, 1900. 2996

AVIS de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Samson, Thibaudeau & Cie,
Québec, Faillis.
Avis est par le présent donné que MM. Samson, Thibaudeau & Cie., manufacturiers de chaussures, de Québec, ont, le 2 août 1900, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.
Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 2 août 1900. 2993

Avis du Gouvernement

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Québec, le 11 septembre 1900, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.
Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
19 juillet 1900. 2831-3

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 31

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1541.

ASSOCIATION DES DENTISTES : — Assemblée annuelle, 1550.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* — Assemblée législative, 1548 ; Conseil législatif, 1546.

CONSEILS MUNICIPAUX, AVIS AUX : — De garder en liasse la *Gazette Officielle de Québec*, 1541.

COVENANT MUTUAL LIFE ASSOCIATION : — Avis aux créanciers, 1557.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE : — L'association des Manufacturiers de chaussures de Québec, 1550.

ERRATUM : — Commission de A. O. Dostaler, sur toute la province, 1545.

EXAMEN : — Candidats pour licence de mesureurs de bois, 1573.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of Samson, Thibaudeau & Co.,
Quebec, Insolvents.
Notice is hereby given that Messrs. Samson, Thibaudeau & Co., boot and shoe manufacturers, of Quebec, have made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, the 2nd day of August, 1900, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

GEO. DARVEAU,
Provincial gardien.
Office : 244, Saint Joseph street.
Quebec, 2nd August, 1900. 2994

Government Notices

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec, shall meet at Quebec, on the 11th September, 1900, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.
Department of Lands,
Forests and Fisheries.
19th July, 1900. 2832

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ADVERTISERS : — *Notices to* : — Respecting notices, etc., 1541.

DENTAL ASSOCIATION : — Annual meeting, 1550.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1548 ; Legislative Council, 1546.

MUNICIPAL COUNCILS : — To keep in file the *Quebec Official Gazette*, 1541.

COVENANT MUTUAL LIFE ASSOCIATION : — Notice to creditors, 1557.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — Quebec Boot and Shoe Manufacturers Association, 1550.

ERRATUM : — Commission of A. O. Dostaler, on all the province, 1545.

EXAMINATION : — Candidates for license as lumber cullers, 1510.

FAILLIS :—Amyot, 1556 ; Blais, 1555 ; Carrière, 1556 ; Dme Dumas, 1555 ; Dme Dumas, 1556 ; Dufour & Tremblay, 1556 ; Kerr, 1556 ; La Cie de Piano Pratte, 1555 ; Monette, 1556 ; Samson, Thibaudeau & Cie, 1573 ; Verret, 1555.

LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :—Cie minière de Montréal, 1572 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1552 ; Riverside Park Co, 1572 ; The American Silk Waist Manufacturing Co, 1551 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1553 ; The Legal and financial Exchange, 1552 ; The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Co, 1550.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—Le club nautique de Sorel, 1546.

LICITATION :—Gauvin vs Robitaille, 1557.

NOMINATIONS :—*Commissaires d'écoles catholiques* :—Montréal, 1542 ; Québec, 1542.
Commissaire d'écoles protestantes :—Québec, 1541.
Commissaire per dedimus potestatem :—Ville-Marie, 1542.
Greffier de Cour de Circuit :—Sainte-Martine, 1542.

PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres *pro formâ*, 1544 ; Erection de Saint-Léon de Marston, 1543 ; Erection du village d'Inverness, 1542.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Coulombe vs Mayer, 1554 ; Duquette vs Guertin, 1554 ; Filion vs Lovis, 1555 ; Giroux vs Amiot, 1516 ; Langevin vs Grandchamp, 1554 ; Larrivé vs Giguère, 1554 ; Martineau vs Monpetit, 1554 ; Mondor vs Champagne, 1555 ; Normandin vs Boudriau, 1554 ; Proulx vs Laplante, 1554.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Aylwin, 1545 ; Beresford, 1546 ; Douglas, 1546 ; Humqui, 1546 ; Matalik, 1546 ; Nemtayé, 1546.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Cité de Sorel, 1571.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—LaRue vs Asselin, 1558.

BEDFORD :—Davis vs Hill *et al*, 1559 ; Nienvenhuyse vs corporation de Farnham, 1558.

IBERVILLE :—Rév. Messire Collin vs Toupin, 1560.

MONTREAL :—Cressé *et al* vs Lacroix, 1563 ; Kent *et al* vs Dme Ryan, 1562 ; The Pallascio Hardware Co vs Gougeon, 1561 ; The town of Westmount vs Roussin, 1562.

PONTIAC :—Manchester vs Dolan, 1563.

QUÉBEC :—Bédard *et al* vs Racette, 1567 ; Boisseau *et al* vs Cantin, 1567 ; Carrier vs Verret, 1564 ; Delle Samson vs Beaucage *et al*, 1565 ; Hamelin vs Hamelin, 1565 ; Hon. Andrews vs McEwan, 1566 ; Ross *et al* vs Légaré *et al*, 1565.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme Dubeau, failli, 1568 ; La Banque des Cantons de l'Est vs Adams *et al*, 1569 ; Tanguay, failli, 1567.

SAINT-HYACINTHE :—Pickering vs Lemonde *et al*, 1570.

INSOLVENTS :—Amyot, 1556 ; Blais, 1555 ; Carrière, 1556 ; Dme Dumas, 1555 ; Dme Dumas, 1556 ; Dufour & Tremblay, 1556 ; Kerr, 1556 ; La Cie de Piano Pratte, 1555 ; Monette, 1556 ; Samson, Thibaudeau & Cie, 1573 ; Verret, 1555.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Cie minière de Montréal, 1572 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1552 ; Riverside Park Co, 1572 ; The American Silk Waist Manufacturing Co., 1551 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1553 ; The Legal and financial Exchange, 1552 ; The Shawinigan Falls Brick Manufacturing Co, 1550.

LETTERS PATENTS GRANTED :—Le club nautique de Sorel, 1546.

LICITATION :—Gauvin vs Robitaille, 1557.

APPOINTMENTS :—*Catholic schools commissioners* :—Montreal, 1542 ; Quebec, 1542.
Protestant school commissioner :—Quebec, 1541.
Commissioners per dedimus potestatem :—Ville-Marie, 1542.
Clerk of Circuit Court :—Sainte Martine, 1542.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked *pro formâ*, 1544 ; Erection of Saint Léon de Marston, 1543 ; Erection of the village of Inverness, 1542.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Coulombe vs Mayer, 1554 ; Duquette vs Guertin, 1554 ; Filion vs Lovis, 1555 ; Giroux vs Amiot, 1516 ; Langevin vs Grandchamp, 1554 ; Larrivé vs Giguère, 1554 ; Martineau vs Monpetit, 1554 ; Mondor vs Champagne, 1555 ; Normandin vs Boudriau, 1554 ; Proulx vs Laplante, 1554.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Aylwin, 1545 ; Beresford, 1546 ; Douglas, 1546 ; Humqui, 1546 ; Matalik, 1546 ; Nemtayé, 1546.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—City of Sorel, 1571.

SHERIFF'S SALES

BEAUCE :—LaRue vs Asselin, 1558.

BEDFORD :—Davis vs Hill *et al*, 1559 ; Nienvenhuyse vs corporation of Farnham, 1558.

IBERVILLE :—Rev. Messire Collin vs Toupin, 1560.

MONTREAL :—Cressé *et al* vs Lacroix, 1563 ; Kent *et al* vs Dme Ryan, 1562 ; The Pallascio Hardware Co vs Gougeon, 1561 ; The town of Westmount vs Roussin, 1562.

PONTIAC :—Manchester vs Dolan, 1563.

QUÉBEC :—Bédard *et al* vs Racette, 1567 ; Boisseau *et al* vs Cantin, 1567 ; Carrier vs Verret, 1564 ; Delle Samson vs Beaucage *et al*, 1565 ; Hamelin vs Hamelin, 1565 ; Hon. Andrews vs McEwan, 1566 ; Ross *et al* vs Légaré *et al*, 1565.

SAINT FRANCIS :—Dme Dubeau, insolvent, 1568 ; The Eastern Townships Bank vs Adams *et al*, 1569 ; Tanguay, insolvent, 1567.

SAINT HYACINTH :—Pickering vs Lemonde *et al*, 1570.